

KPB - archief

Archives PCB

eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

PB / BP

15

BP15_1954

Juillet 54

BP15_1954_01

PB
15

B.P. du 2.7.54

Présents : Lalmand ; Terfve , Van Hoorick, Burnelle , Moulin , Beelen,
G. Glineur , Van M_oerkerke , Vanden Branden, Van den Boom.

Absents Borremans } congé
 Herssens }
 Deconinck

Présidence : Jean Terfve.

O.J.

- 1) Proposition de constituer un service de documentation pour les militants des entreprises
- 2) que le P. établisse un index en collaboration avec les femmes
- 3) réclamer l'augmentation des salaires, la diminution des heures de travail

Proposition de charger le Secrétariat d'examiner les modalités d'application.

B.P. d'accord.

I. - Rapport au CC par Burnelle

- Burnelle présente le schéma de son rapport.
- Van Hoorick fait une communication sur l'application des décisions du C.C.

Discussion

a) sur la première partie (politique)

Beelen

Il y a une situation très grave dans le sens de la léthergie, parce que manque de précision dans la ligne. D'où importance de cette partie du rapport au CC (partie de ce que les gens pensent, concrétiser l'espoir, sortir les conditions nécessaires pour accentuer la poussée en avant)

Propose qu'en juillet-août, le P. passe surtout de la propagande.
août-septembre : le P. devrait organiser des fêtes

Créer l'enthousiasme par le rapport.

G. Glineur

Le progrès social doit accompagner la détente internationale. Or, au cours des Congés syndicaux qui viennent se tenir, les dirigeants ont tendance à freiner la montée des revendications.

G. Glineur (suite)

Nous devons donc aider les travailleurs à semonter fermes pour les faire aboutir et obliger ainsi le gouvernement à accorder satisfaction.

Avoir un plan concret d'activités.

1er phase : propagande

2e phase : pétitions remises aux conseils communaux par les chômeurs

3e phase : délégations de chômeurs auprès du gouvernement.

Une telle action, mais orientée vers les entreprises pourrait être entreprise sur l'assurance maladie-invalidité.

Nous devons être précis en ce qui concerne les pensions - Où le SUM a-t-il été chercher 38.000 frs pour les pensions. Nous devrions parler de 40.000 Nous devrions appuyer les 24.000 frs pour les assurés libres.

Pour les pensionnés - loi - générale nous devrions réclamer : 30.000 frs et 75 % abaissement de l'âge.

Dans le cadre des actions générales, les revendications locales.

MOULIN

Le rapport devrait examiner la situation économique, car il y a quelques modifications dans les dernières semaines.

Vd Boom

Pas de confiance sans réserve dans le gouvernement. S'en tenir au BP aux recendications d'ordre général en invitant à préciser. Certes, nous sommes en présence d'une offensive patronale qui s'est même accentuée depuis le 11 avril. La lutte pour des revendications générales devient de plus en plus difficile. Il faut aider pratiquement les cdes à voir ce qui se passe dans leur région.

Van Moerkerke

Mettre en évidence l'opposition entre ministres socialistes et libéraux. N'est pas d'accord avec ceux qui disent qu'il n'y a pas de ligne dans le P. mais il faut la préciser. D'accord avec un plan si cela sert de guide.

VAN HOORICK

JGS Bruxelles contre PSB avec MSP. Congrès métallurgistes, examiner dans rapport. Terminer discussion DR.

Danger de chercher uniformisation lutte revendicative. Ex. minima salaires Congrès français.

Danger de manque d'action convergent vers point commun clair, risque de se perdre dans activités, actions diverses

Nécessité ~~la~~ plateforme et plan travail fé : chômage : élargissement marché intérieur - commerce Est. Ne pas voir uniquement négatif dans plan Van Acker. travaux communaux et d'Etat : Blaton - Nimy.

Plan Parti chômage : plan actions vers gouvernement.

- actions d'ensemble : ONU

3 septembre : série de propositions pratiques (voir communiqué BP français pour 14 juillet)

Beaucoup de propagande - meetings - presse; montrer le visage du P.
Ex : Bruxelles, sortir de la situation, fêtes d'été (régionales)
Festival Jeunesse.

TERFVE

Burnelle et Beelen estiment qu'il faut passer sous silence les faiblesses du gouvernement tandis que Van Moerkerke et Vd Boom tendent à les mettre en évidence.

LALMAND

Estime qu'il faut exploiter les oppositions entre socialistes et lib.

b) sur la deuxième partie (vie intérieure)

MOULIN

Le CC doit ~~résumer~~ résoudre le problème de confiance.

LALMAND

Résoudre la confiance avant le Congrès. Le remaniement du BP sera reposé au CC La base s'y intéresse actuellement.
Le précédent CC a porté l'essentiel sur les conditions subjectives sur les responsabilités du BP, du secrétariat, du secr. général. Toutefois, nous devons rectifier certaines appréciations qui ont cours, pour aller vers un bon Congrès.

Ex :

On n'a rien fait de bon depuis 10 ans. Comparaison simpliste avec avant guerre
La fixation des responsabilités.

Une question est posée aussi : comment cela se fait-il que l'on a commis des erreurs pendant 10 ans sans réagir ? Dans son intervention au CC Terfve a fourni la base théorique en braquant sur le secrétaire général

VAN DEN BRANDEN

J'ai déjà donné mon avis. Par la critique sans réserve, nous sommes rentrés dans une phase difficile, en tenant compte du niveau idéologique. Partout où on travaille le moins, les critiques deviennent plus mauvaises. On doit contrôler les membres du CC qui n'ont pas compris leur rôle, au CC cette question doit être posée.

VAN MOERKERKE

Dans la question de confiance, nous devons être prudents. Certains croient que la confiance doit être inconditionnelle. Cela n'est pas vrai dans un PC. Toutefois, une direction ne sait travailler si, comme

maintenant, elle n'a qu'une confiance sous grande réserve.

Lalmand fait état, à nouveau, que son comportement est en partie responsable de la détermination de la ligne (déclaration de Terfve au CC).

Si Lalmand, dans son autocritique reconnaît certaines choses, bien sûr alors il influence la détermination de la ligne. Il ne peut en être autrement en raison de ses fonctions. Cependant, il est difficile de doser en % tage car l'influence des autres membres du BP existe aussi.

Chacun des membres du BP a le droit et le devoir de défendre sa conception, y compris le Secr. gén. sans ~~faire cela~~ pour cela parler de "pression idéologique".

VAN DEN BOOM

Y a-t-il dans le P. un ébranlement de la confiance ? Certains exagèrent, mais néanmoins à la base quelque chose existe. Un vote du CC ne changera rien. Ce n'est pas une modification du BP qui est la solution mais la confiance reviendra par le travail collectif et individuel du BP.

Pense que le rapport devrait indiquer la responsabilité du BP dans certaines interventions malsaines.

Croit qu'il est temps de voir les deux aspects. La critique est nécessaire, le souligner ; mais ne pas répondre aux fausses critiques n'est pas juste, c'est dangereux. L'attitude "ponce - pilate" de certains membres du CC à la conférence de Bruxelles ne peut que discréditer le CC et favoriser les calomniateurs.

Dans le rapport il faut rappeler les membres du CC à l'ordre.

BEELEN

Au CC mot d'ordre qui a prévalu : pas de sanction - aller de l'avant jusqu'au Congrès. Ensuite réunion avec certaines discussions que nous connaissons. Pourquoi ? Parce que le BP n'a pas précisé la ligne, n'a pas repris le P. en mains. Le BP doit faire son autocritique au CC sur ces lenteurs.

Confiance : pense que l'on ira difficilement au Congrès sans une modification du BP ou sans que la question ne soit posée au CC.

Il se crée un climat d'autodéfense chez les anciens membres du BP et les résultats des interventions des membres du BP à la conférence de Bruxelles me rendent méfiant quant à la possibilité pour le BP, le secrétariat, le secrétaire général de rattraper le Parti.

Pouvons nous aller au Congrès avec le BP qui existe actuellement ? Cette question la poser au prochain CC. Mon opinion penche plutôt pour une réforme profonde du secrétariat et du changement de secrétaire général. Convainquez moi du contraire. Borremans a perdu la confiance de la féd. bruxelloise. Van den Boom y a perdu aussi des plumes. Il faut une attitude nette du CC.

Proposition : ~~Lalmand~~ Lalmand plus secrétaire général mais restant dans le collectif du BP.

L'intervention de Beelen n'a pas ~~modifié~~ modifié mon point de vue. La question de confiance comme on la pose ici ne se pose pas à la base.

Le CC a voté sur la composition du BP Différentes thèses ont été défendues au CC et la très grande majorité n'a pas suivi ceux qui voulaient modifier.

Néanmoins la question de confiance se pose puisque un membre du BP n'est plus d'accord, mais la poser sous une certaine forme. Dire au CC que tenant compte des avis nouveaux, le CC maintient il son vote antérieur.

VAN MOERKERKE

On se réfère à la conférence de Bruxelles que peu de membres du BP connaissent à fond. ce qui s'est passé là. C'est un vice de fonctionnement.

Attitude de certains membres du CC à cette conférence. J'ai vu Relecom et Taillard. Relecom n'est pas intervenu pour ne pas apparaître comme le redresseur. Taillard a sorti son avis qu'il fallait une conférence nationale et qu'il est parfois nécessaire de ne pas se plier à la discipline du CC.

Il est clair que dans quelques fédérations la confiance dans le BP est ébranlée.

Comment en sortir ? Ne croit pas qu'il est sage de revenir constamment nous mêmes sur la confiance. Nous continuons ainsi à bavarder et nous ne redressons pas.

Le BP élu par le CC doit justifier la confiance par son travail de redressement. D'accord pour une autocritique sur les hésitations du BP.

Insister au CC sur le respect du centralisme démocratique.

TERFVE

Pas d'accord pour mettre la confiance au CC sur le terrain dont on discute actuellement.

D'accord que la confiance est ébranlée Mais le CC a donné une solution qui lui est apparue la moins mauvaise. A la conférence de Bruxelles c'est encore sur le passé que l'on a fait porter les critiques.

Pas enchanté sur le fonctionnement et le travail du BP en un mois. Ce n'est pas facile de faire bien.

Poser la question de confiance au CC s'est empêcher de travailler. Donc ne pas la poser. Si collectivement nous avons le sentiment que nous ne sommes pas capables alors oui, il faut la poser au CC

N'est pas d'accord avec Lalmand et Van den Boom sur le fait d'une réaction massive sur les aspects négatifs du CC. Il faut une progressivité dans cette réaction.

Sur la phrase de Terfve reprochée par Lalmand. Lalmand prend une phrase, en tire les conclusions et ne donne pas la signification que celui qui l'a dite lui a donné. Cette phrase représente bien ce que j'ai voulu dire: le collectif BP porte la responsabilité de ce qui a été fait.

Faute : connaissance insuffisante de la situation ; cause , manque de travail collectif. Nous n'avons pas pris les mesures d'organisations pour redresser.

En ce qui concerne les responsabilités. " Je met pas tous les cdes sur le même pied. Lalmand , Terfve, Libois , Borremans.

" C'est nous (BP) qui avons raison " Trouve là l'origine des méthodes autoritaires appliquées dans le P.

" Manque de sens des réalités " Ici aussi les responsabilités sont diverses Lalmand , Van Hoorick , Borremans , Van den Boom.

LALMAND

On me reproche de poser à nouveau la question de confiance, il s'agit plus des conséquences de mon comportement sur la fixation de la ligne du P.

En outre, reproche ' exercer une pression idéologique . "

Il faudrait préciser ce que l'on entend par ' argument idéologique " car les dirigeants doivent tout de même veiller au respect des principes.

Je considère que les conséquences de mon comportement sur la ligne ne peut être dissocié des conséquences du comportement des autres.

Individuellement, je porte plus de responsabilité que les autres. Mais si par mon comportement j'imposais certaine ligne , la responsabilité collective des autres est au moins égale à ma responsabilité individuelle.

TERFVE

Tout à fait d'accord avec Lalmand.

LALMAND

Le problème est alors réglé pour moi, puisque Terfve est d'accord.

Ce n'est pas la confiance que je ... mais celle de la méfiance. Il existe une tendance à la localiser cette méfiance - au secrétariat , au secrétaire général.

Où se manifeste-t-elle ? Pas à la base mais chez certains cdes. Elle risque de venir de la base. Aujourd'hui elle s'est manifestée au sein du BP Il faut donc la résoudre.

Remarque à Beelen : il juge les résultats de mon intervention à la conférence de Bruxelles sur la base de deux notes. Beelen ne pense-t-il pas qu'il manque d'objectivité. Il n'a même pas vu le texte de mon intervention. Beelen dit aussi que le BP n'a ~~fait~~ pas fait ce qu'il aurait du faire depuis le CC De là Beelen propose de relever Lalmand de ses fonctions. Ne pensez vous pas que c'est donner à Lalmand une responsabilité plus grande que d'autres et qu'il n'a pas.?

Sur les négatifs du CC ne pas être brutal mais j'ai dit qu'il faut redresser certaines appréciations. Nous devons attirer aussi l'attention du CC sur ses propres responsabilités.

Le BP devrait se prononcer si l'on pose au CC le remplacement de Lalmand et revenir sur le redressement des certaines appréciations du CC.

BURNELLE

L'approfondissement des autocritiques n'a pas été abordé aujourd'hui. Je suis déçu que l'on oublie aussi l'examen de l'exercice de la démocratie dans le P.

VD BOOM

Pense que Burnelle a raison. Le fonctionnement du P? Y a-t-il eu des brimades dans la démocratie au P. Oui? Donne deux ex. Y a-t-il des changements depuis les dernières années? Oui donne des ex. Met en garde toutefois contre une fausse conception de la démocratie telle ces réunions ~~far~~ fleuves à la féd. de Bruxelles.

BELEN

Propose que le BP le charge de faire rapport sur la démocratie dans le P.

TERFVE

Pense qu'il faut prendre l'initiative au CC d'élire un nouveau CC.

GLINEUR

Pense que poser cette question est donner au BP un PV de carence

VAN HOORICK

C'est faire dévier le débat au CC

VD Branden Aucun élément n'a été apporté pour proposer un changement.

VAN MOERKERKE

Poser cette question c'est faire dévier, c'est empêcher le travail.

TERFVE

Est-ce que le BP propose au CC l'élection d'un BP?

1 pour (Beelen)

8 contre.

B.P. DU 3.7.54

Présents : Lalmand - Terfve - Van Hoorick - Burnelle - Froment
Beelen - Glineur - Van Moerkerke - Van den Branden,
De Coninck.

Absents : Borremans - Herssens (en congé)

Présidence : Van den Boom

O.J.

1) Examiner le problème de la productivité

Burnelle critique le fait que Vanden Boom n'a pas apporté l'aide nécessaire.

GLINEUR

Il faut situer la campagne patronale de productivité dans le cadre de la course au profit maximum.

Deux moyens pour augmenter la productivité : réduction du temps de travail nécessaire à la fabrication et augmentation de la durée absolue du temps de travail.

Nous ne sommes pas opposés au progrès, mais examiner entreprise par entreprise pour prendre position. Bien éclairer le problème devant les ouvriers.

TERFVE

La note est incomplète et manque de conclusion. Il faudrait certains avis de la FSM où existe des courants différents.

La productivité vue dans l'abstrait ne peut être combattue. Mais nous devons le voir dans un régime déterminé et à l'endroit où nous sommes.

En Belgique, comment la productivité se développe-t-elle ? Question nécessaire pour se rendre compte de la position à adopter.

BEELEN

Quand les réformistes lancent leur campagne de productivité, ils aident les patrons en mentent aussi.

Dans le stade actuel du capitalisme, défendre l'idée de mettre plus de marchandise sur le marché est progressiste. Mais le protocole sur la productivité n'atteint pas ce but. C'est cela qu'il faut montrer aux travailleurs. C'est une position générale afin de déterminer les illusions venant du protocole. Mais chaque cas doit être examiné.

VANDEN BRANDEN

D'accord avec Glineur mais voir aussi la période actuelle de préparation à la guerre.

S'étend longuement sur le port portuaire. On ne peut s'opposer au progrès technique. Le problème de l'augmentation de la productivité doit être examiné sur la base de chaque entreprise.

VAN MOERKERKE

D'accord avec l'orateur. La théorie que plus il y a de marchandises sur le marché plus il y a de bonheur est dangereuse et pas juste.

FROMENT

D'accord avec Glineur. Tenir compte que l'augmentation de la productivité est vue par les capitalistes dans un plan d'ensemble.

On ne peut être ~~un~~ en bloc pour et en bloc contre.

Pour : si c'est en faveur des ouvriers.

Contre : si c'est en faveur des patrons.

DE CONINCK

Ne pas discuter en général. Actuellement une campagne d'augmentation de la productivité - pas au profit des travailleurs - dans le cadre de la préparation à la guerre.

Nous devons déterminer les illusions qui sont nées.

VAN DEN BOOM

La discussion doit continuer. En général la classe ouvrière est contre l'augmentation productivité. En tenir compte.

Par le protocole le mouvement syndical s'engage vers la destruction des syndicats. Le P. doit avoir une position claire et nous devons nous opposer à l'augmentation de la productivité, ne pas suivre l'avis de Burnelle.

A propos des investissements, il y en a de bons et d'autres contre lesquels nous devons être.

L'augmentation de la productivité là où les patrons réussissent a conduit, jusque maintenant, à l'augmentation du chômage.

Prendre position contre l'augmentation productivité ne va pas. Le problème est complexe. Voir dans chaque cas avec discussion devant les ouvriers.

LALMAND

Le protocole tend à enlever tout caractère de lutte de classe au syndicat.

Si nous voulons faire diminuer les heures de travail et augmenter les salaires, nous devons être pour l'augmentation de la productivité.

LALMAND (suite)

Nous devons clarifier ce problème devant les ouvriers et le placer dans le cadre de la lutte de classe, de la situation belge et internationale. Démontrer que le protocole pose le problème sur la base de la collaboration de classe.

A l'usine, dans etc, prendre position contre les méthodes proposées pour augmenter la productivité. Montrer les aspects positifs et négatifs dans l'immediat et dans l'avenir.

Propositions

- Rédaction d'un document populaire
- Article théorique dans " Communisme "

Investissement : la première mesure prise par Van Acker (dégrèvements fiscaux) va à l'encontre de ce que nous voyons.

Proposition

- réexaminer la question par la commission économique.

BURNELLE

Pense qu'il est trop tôt pour sortir une brochure. Continuer l'étude et rediscuter. Avoir de nombreux exemples pour une meilleure analyse.

Analyser la situation de la Belgique.

LALMAND

Ne pense pas qu'il a posé la question trop théoriquement, quant à la pratique, j'ai été prudent.

B.P. d'accord avec proposition.

BP d'accord pour que Burnelle et Vd Boom continue l'étude.

Répartition des tâches

- Remis au prochain BP après le CC
- Renforcement de la CCP et commission des Cadres présenté au CC par Van Hoorick

Cam. Willy Trère

NOTE SUR LA PRODUCTIVITE

(Juin 1954)

I. - BUT DE LA CAMPAGNE PATRONALE DE PRODUCTIVITE

Cette campagne a pour but :

- 1) de faire croire aux travailleurs qu'il est possible d'améliorer leur situation tout en développant l'économie de guerre ;
- 2) de faire croire aux travailleurs qu'ils peuvent échapper aux effets de la crise qui vient, non par la réduction du temps de travail et d'extension des relations extérieures avec les pays de l'Est ; mais par la collaboration avec le patron en l'aidant à concurrencer les autres capitalistes ;
- 3) de créer un climat de collaboration en opposition avec l'instinct de classe de l'ouvrier - offensive idéologique de grande envergure déclenchée par le patronat ;
- 4) bavarder sans fin sur le problème des investissements pour mettre l'accent, en fait, sur l'intensification de l'effort ouvrier.

M. De Staercke de la F.I.B. ne l'a pas caché lors de la cérémonie de signature du protocole ou il a déclaré notamment :

" La productivité n'est pas une chose nouvelle : elle
" ne progresse pas par bonds spectaculaires. Elle
" chemine lentement et est souvent faite de multiples
" améliorations de détails, dont la plupart passent
" presque inaperçues. "

Cette déclaration nous semble résumer l'essentiel de la tactique des patrons qui ne comptent pas tant accroître la productivité par des machines, mais plutôt par des pressions bien calculées sur les ouvriers.

- 5) faire accorder des cadeaux du gouvernement aux capitalistes ;

II.- LES METHODES POUR AUGMENTER LA PRODUCTIVITE.

On classe généralement en quatre catégories les moyens employés par les capitalistes pour augmenter la productivité au travail.

- a) l'introduction de machines plus perfectionnées
- b) une meilleure organisation du travail
- c) une meilleure formation technique du personnel
- d) l'intensification du travail

Ces différents moyens sont employés par la classe capitaliste pour abaisser le prix de revient des produits fabriqués, lui permettre de s'approprier la plus grosse plus value, lui permettre de soutenir la concurrence.

Les capitalistes n'emploient pas indifféremment ces moyens.

Examinons les brièvement les uns après les autres.

a) L'emploi de nouvelles machines ou de nouveaux procédés de fabrication.

- a/ on sait que l'installation de nouvelles machines qui élèvent la constitution organique du capital tend à faire baisser le taux du profit. Beaucoup d'argent investi rapporte proportionnellement moins de profit.

C'est pourquoi dans la période impérialiste, la période des monopoles, où ne joue pas à plein la concurrence, les capitalistes freinent tant qu'ils le peuvent la modernisation du matériel.

Les capitalistes mènent grand tapage autour de quelques modernisations spectaculaires réalisées à Ougrée-Marihaye, à Espérance-Longdoz, F.N. et autres usines qui travaillent pour la guerre.

Examinés froidement, les investissements n'apparaissent pas si considérables que le disent les journaux financiers.

La plupart de ces investissements sont réalisés par l'auto-financement qui dépouille les petits actionnaires, par des emprunts à la S.N.C.I. et par le secteur privé.

Il apparaît que beaucoup de petits et moyens industriels éprouvent les plus grandes difficultés pour se rééquiper, le marché de l'argent étant absorbé en grande partie par le grand capital.

- b/ Les capitalistes qui procèdent à des investissements ont la tendance à faire payer par les travailleurs, les frais de leurs modernisations.

D'où la tendance à faire tourner les machines au maximum, à imposer des rythmes abrutissants, la tendance à la mise en chômage de travailleurs, la tendance à l'abaissement des salaires, la tendance à faire admettre des dérogations toujours plus nombreuses à la loi des 8 heures.

+ + +

Une analyse concrète des situations particulières nous montre que les patrons savent parfois camoufler habilement les tendances.

Ils évitent parfois d'appliquer d'emblée des baisses de salaire. (Bien au contraire. Nous connaissons de nombreux cas où les salaires de certains travailleurs occupés sur les nouvelles machines ont été augmentés).

Les patrons évitent d'appliquer d'emblée des intensifications de rythme de travail. Les lamineurs du nouveau train d'Ougrée-Marihaye sont unanimes à déclarer qu'ils se fatiguent beaucoup moins, que leur travail est plus sain.

Les capitalistes ne recourent pas d'emblée au chômage. Au début, ils se bornent à déplacer les travailleurs dans l'usine souvent avec maintien du salaire et même parfois augmentation.

Les manoeuvres des capitalistes prouvent qu'ils redoutent l'opposition des travailleurs. Ils procèdent par étapes, essayent de gagner la bataille idéologique, de diviser les travailleurs, de voiler le caractère antiouvrier de l'opération " productivité ".

C'est le rapport de force qui décidera si la classe ouvrière fera les frais de l'introduction de nouvelles machines.

b) Une meilleure organisation du travail.

Les patrons procèdent à des aménagements qui suppriment les déplacements inutiles, les temps morts, qui améliorent la coordination.

La production augmente et profite uniquement au patron. Cette méthode n'atteint l'ouvrier que dans la mesure où elle se combine avec le chronométrage, le planning.

c) Meilleure formation technique du personnel

Cette méthode est souvent comprise dans un sens très étroit par les patrons. Pour eux, ce qui compte, ce n'est pas le développement harmonieux de l'ouvrier et du technicien, c'est plutôt la spécialisation à outrance qui rive l'individu à l'usine.

L'école organisée par la F.N. n'a rien à voir avec une école technique. C'est une institution qui se limite volontairement à l'étude de techniques tout à fait spéciales à la F.N. Cette usine n'ayant pas envie de former des techniciens pour les autres capitalistes.

Aujourd'hui cette méthode prend la forme de voyage d'études en Amérique, ou dans des écoles " américaines " de Bruxelles où se rendent des délégués syndicaux avec l'accord du patron.

d) L'intensification des rythmes de travail.

Cette intensification s'obtient surtout :

- 1/- par la liaison du salaire à la production, instauration de primes à la production ;
- 2/- par des pressions morales sur les ouvriers. Les contremaîtres disent : " on attend après votre ouvrage , on va rater la commande si elle n'est pas livrée dans tel délai. "
- 3/- par des pressions exercées par des catégories d'ouvriers sur d'autres. Des femmes de la F.N. travaillant aux pièces , font pression sur l'ouvrier qui débite ces pièces à travailler
- 4/- par la pression du chômage ou de la menace de chômage.

Cette intensification est souvent conjuguée avec l'introduction de nouvelles machines, de nouvelles fabrications.

III. - QUELLE ATTITUDE DEVONS-NOUS AVOIR DEVANT CES 4 METHODES DE PRODUCTIVITE ?

Nous ne croyons pas juste d'avoir une attitude négative à l'égard de toute productivité.

Il n'est pas juste que la classe ouvrière soit indifférente à la quantité de produits fabriqués.

Elle doit être pour le progrès technique qui est une des conditions de l'élévation du bien-être, du travail moins pénible.

Au contraire, le grand capital dans la phase imperialiste freine le développement de la technique pour échapper à la crise et pour s'assurer le profit maximum.

En outre, l'imperialisme américain intervient directement pour entraver le développement de certaines industries de consommation.

Il a inspiré le plan Schumann qui prévoit l'arrêt de certains charbonnages .

La classe ouvrière a un rôle à jouer dans le développement des ressources de la nation .

On peut, un peu arbitrairement, classer les investissements en 4 catégories :

- 1) les investissements publics pour la guerre que nous devons combattre;
- 2) les investissements publics favorables au développement de la nation : crédits pour les voies de communications, les ponts, écoles, habitations, santé publique, etc...., investissements que nous voulons étendre au détriment des investissements pour la guerre .
- 3) les investissements privés que les capitalistes décident en raison de leurs intérêts contre lesquels les travailleurs ne s'élèvent pas tout en luttant contre les licenciements .
- 4) les investissements que les travailleurs ont intérêt à réclamer dans certains secteurs que les gros capitalistes ont tendance à laisser tomber . (charbonnages, carrières, cycles, motos, départements retardataires de la sidérurgie)

Les travailleurs pourraient réclamer que de tels investissements se fassent avec la participation d'un gouvernement de Paix, moyennant un contrôle effectif de l'Etat .

Il existe d'ailleurs un problème des investissements en Belgique. Le ministre Liebaert, pour défendre une mauvaise thèse, déclarait récemment que la Belgique n'avait augmenté sa production que de 25 % par rapport à l'avant-guerre, alors que l'Angleterre l'a augmentée de 32 %, la France de 37 %, l'Italie de 44 %, les Pays-Bas de 49 %, la Suède de 70 %, etc...

Les documents officiels s'accordent à déplorer la stagnation dans le montant des investissements privés et à souligner que, vu l'augmentation du prix des équipements, il y aurait plutôt régression en fait . Une analyse plus poussée par secteurs dans la répartition des investissements montre que cette stagnation présente des différentiations .

Ainsi que les charbonnages, bien qu'il y ait augmentation dans les investissements, la part qui va au bassin de Campine est en augmentation constante, celle des charbonnages de Liège, étant en régression .

Les documents officiels soulignent également que la Belgique est un des pays d'Europe qui investit le moins en pourcentage du revenu national .

La lutte pour un gouvernement de paix et de progrès se fera sur un programme d'unité qui ne pourra ignorer les graves difficultés économiques qui s'annoncent.

Ce programme réclamera des investissements.

La tactique d'aujourd'hui doit préparer celle de demain .

Répétons que cette bataille pour les investissements se fera contre la volonté du grand capital, qu'elle tendra à isoler les fauteurs de guerre et leurs valets, qu'elle mettra en évidence les responsabilités du régime . Cette bataille sera un maillon de la bataille pour la Paix, un maillon dans la bataille pour le socialisme . Dans cette bataille, la classe ouvrière jouera le rôle fondamental pour l'épanouissement de la nation .

Que les investissements se fassent sans le consentement des travailleurs ou avec leur consentement, la bataille doit être engagée pour que les travailleurs retirent un avantage de ce progrès sous forme de réduction des heures de travail et d'augmentation de salaires .

La bataille doit aussi être engagée contre toute forme d'intensification des rythmes de travail .

IV. QUELQUES DETAILS .

Le protocole :

Le Protocole de productivité semble avoir pour but de détourner l'attention des ouvriers des ravages des méthodes de productivité déjà employées en leur faisant croire que la collaboration peut régler le problème .

Les travailleurs montreront aisément que ce que dit le protocole est en contradiction flagrante avec les faits constatés .

On ne doit pas perdre de vue que cette collaboration avec le patron est souvent un fait accompli longtemps avant la signature du Protocole .

Les Comités d'Usine ont été habilement amenés par le patron, depuis plusieurs années, à discuter ces questions .

Il convient aussi de noter l'existence d'un courant hostile au protocole à la direction des Centrales des Mineurs, du Textile, du Bâtiment .

Un danger grave.

Soyons attentifs aux manoeuvres adroites des patrons qui essayent de faire participer les ouvriers à la baisse du prix de revient.

Ils posent le problème sous l'angle des économies -. On a vite franchi le pas de la petite économie qui ne fait de tort à personne, à la suppression de postes qui entraîne le chômage.

Nous connaissons le cas d'un militant syndical régional de la métallurgie qui a développé au Comité d'usine d'une grande entreprise le thème de la réduction des frais, y compris des gens dont le rendement paraît insuffisant.

Un argument réformiste

A l'occasion de l'augmentation de la production, le problème de la réduction des heures de travail sera souvent évoqué.

Les dirigeants réformistes font déjà courir le bruit qu'une telle réduction handicaperait nos capitalistes sur les marchés.

N'oublions pas de faire remarquer que les 40 heures existent en France, dans l'automontage à Anvers, que les employés font 41 heures.

V. - COMMENT LUTTER.

- 1) Cas des Luminaires de l'Ourthe où le chômage provient d'un manque de commande : obliger le syndicat et le patron à faire des démarches auprès du Gouvernement pour le commerce avec l'Est.
- 2) Cas du service bois de fusil de la F.N. où le chômage s'installe (2 jours par semaine) avec roulement de chômage avec une production égale. Réduction de la semaine de travail.
- 3) Cas de nombreux services de la F.N. où le patron a l'habitude de mettre beaucoup d'ouvriers dehors quitte à les reprendre après quelques jours. Comment lutter contre cette pression permanente sur les salaires ? Par la revendication du contrôle de l'embauche par le Comité d'usine avec prime d'attente aux ouvriers de la F.N. en chômage.
- 4) Cas de ponts et charpentes d'Ougree-Marihaye menace de chômage total suite à l'élévation des prix de revient : Reclamer investissements, réduction des heures de travail et augmentation de salaires.

- 5) Se servir de l'argument " insalubrité " pour exiger un régime d'exception
- 6) Cas des mines où les mineurs peuvent revendiquer une réduction de la semaine de travail, rappelant celle d'avant guerre.

x
x x

La grosse difficulté est de trouver les paliers pour arriver à la réduction des heures de travail.

Les succès s'obtiendront en remportant des succès partiels, en enfongant des coins dans le front patronal pour arriver à le disloquer.

C'est par une étude approfondie des situations particulières qu'on trouvera les objectifs qui mobilisent et qu'on aidera effectivement les militants d'entreprise.

- - - - -

13 juillet 1954

18/20, Avenue de Stalingrad
Bruxelles.

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.B.
SUR LE CAS DE LUC SOMERHAUSEN.

En sa séance du vendredi 13 juillet, le Bureau Politique a examiné le rapport présenté par la Commission de Contrôle Politique sur le comportement adopté par Luc Somerhausen à la Conférence de la fédération bruxelloise du 13 juin 1954.

Il ressort à l'évidence des éléments portés à la connaissance de la Commission de Contrôle Politique et du Bureau Politique que, nonobstant la légitimité et le bien-fondé de diverses critiques formulées par Luc Somerhausen au cours de son intervention, cette dernière est fondamentalement entachée par le caractère mensonger et calomniateur de certaines déclarations qui y sont faites.

Les déclarations mensongères et calomniatrices sont celles qui ont trait au comportement des parlementaires communistes au cours des incidents ayant marqué la séance de prestation de serment du prince royal.

Dans la relation qu'il donne des faits devant la conférence fédérale, Luc Somerhausen déclare qu'au moment de la prestation de serment seul Lahaut se serait levé et aurait crié "Vive la République". Il admet comme possible que Georges Glineur se soit aussi agité et ait également crié.

Par contre, il reproche véhémentement aux autres parlementaires une passivité qu'il déclare totale, et présente cette ~~prétendue~~ passivité comme une non-exécution volontaire de décisions prises collectivement et comme une manifestation de lâcheté.

Il s'efforce d'authentifier sa version en invoquant sa présence dans l'enceinte parlementaire d'où il a pu voir lui-même le déroulement des incidents.

Cette version des faits présentée par Luc Somerhausen est en opposition avec celle des parlementaires communistes : Lalmand, Terfve, Dejace, Bonenfant, G. Glineur, Taillard, Boulanger et Henri Glineur. Ceux-ci - individuellement ou collectivement - tant au moment où les faits se sont passés qu'au cours de l'enquête à laquelle il a été procédé sont unanimes à déclarer :

- que la première intervention qui devait déclencher un tumulte indescriptible fut en réalité le fait du camarade G. Glineur;
- que le groupe des députés communistes et le groupe des sénateurs communistes qui se trouvaient séparés l'un de l'autre ont tous deux participé collectivement à l'action en repreuant les cris de "Vive la République".

Cette version des parlementaires du Parti est pour le surplus confirmée par le journaliste du "Drapeau Rouge" qui se trouvant à la tribune de la presse avait une vue d'ensemble aisée du déroulement de la cérémonie et des incidents qui l'ont marquée.

La version inexacte des incidents rapportée par Luc Somerhausen est-elle le résultat d'une erreur de fait commise de bonne foi par l'intéressé ou procède-t-elle au contraire d'un dessein prémédité ?

L'attitude adoptée par Somerhausen tant devant la conférence fédérale que devant la C.C.P. ne permet pas d'avoir de doute à cet égard.

La relation des incidents qui se sont déroulés à la Chambre se plaçait dans le cadre d'une démonstration tendant à accumuler les preuves de la faiblesse et de l'indignité des cadres dirigeants du Parti.

Présentés comme ils le furent, les faits conduisaient inmanquablement à faire accuser d'esprit de capitulation et de lâcheté la quasi totalité des membres de la fraction parlementaire et d'atteindre par ce moyen les membres de la direction du Parti qui en font partie.

En opposant à leur prétendue attitude le courage du camarade Lahaut avec ses conséquences tragiques, Somerhausen était certain tout en rejoignant les bruits ignominieux colportés à l'époque par les ennemis du Parti, de provoquer dans le coeur des camarades présents à la conférence un choc sentimental profond.

D'autre part, le fait d'avoir gardé le silence pendant 4 ans, de n'avoir, durant cette période, fait connaître sa prétendue indignation à aucune instance régulière du Parti et d'avoir choisi pour "libérer sa conscience" les circonstances d'une conférence fédérale dont le climat passionné se prêtait à toutes les outrances et à toutes les calomnies, donnent à croire que l'on se trouve en présence d'une attitude préméditée destinée à jeter le discrédit sur la direction du Parti et à favoriser la formation de courants désagrégeurs.

Ajoutons à cela que, nonobstant les déclarations formelles et unanimes de nos camarades parlementaires, nonobstant le témoignage du camarade rédacteur au "Drapeau Rouge", Somerhausen a non seulement maintenu intégralement sa version des faits, mais a insinué que nos camarades auraient de propos délibérés inventé une relation des faits destinée à couvrir leur prétendue défaillance.

Tout au plus a-t-il admis finalement devant la Commission de Contrôle Politique et dans une note écrite du 11 août qu'il pouvait avoir fait erreur sur certains points de détail.

Enfin, averti par la Commission de Contrôle Politique qu'il lui était loisible de défendre son point de vue devant le Bureau Politique avant que celui-ci ne statue sur les conclusions présentées par la Commission de Contrôle Politique, Luc Somerhausen a déclaré qu'il n'entendait pas fournir des explications à des gens qui étaient parties intéressées dans cette affaire.

Devant l'ensemble de ces éléments, le Bureau Politique considère que le caractère délibérément calomnieux des affirmations de Luc Somerhausen ne peut être contesté. Il souligne tout l'odieux d'accusations qui tendent à présenter comme des lâches et des menteurs des militants du Parti dont le courage s'est affirmé à de multiples reprises dans des circonstances autrement difficiles.

Il considère que les agissements de Luc Somerhausen, faits en pleine conscience et intervenant à un moment délibérément choisi par lui, ont eu pour dessein de tenter de jeter le trouble dans le Parti et de favoriser la formation de courants de désagrégation.

C'est pourquoi, il a décidé à l'unanimité d'exclure Luc Somerhausen des rangs du Parti.

Le Bureau Politique estime de son devoir d'attirer l'attention du Parti sur la nécessité absolue de ne pas confondre la calomnie et la critique.

Autant le développement et l'approfondissement constant de celle-ci est un élément essentiel du bon fonctionnement et de la santé politique du Parti - élément dont nous devons chaque jour perfectionner la pratique -, autant la complaisance à l'égard de la calomnie doit elle être traquée sans pitié et les calomnieux écartés des rangs du Parti.

x^xx

En application d'une décision antérieure du Comité Central, relative à l'exclusion et la publication d'exclusion pour les non membres du Comité Central, décision en vertu de laquelle le Comité Central délègue ses pouvoirs au Bureau Politique, celui-ci a décidé de publier ce qui suit dans la presse :

" EXCLUSION DE LUC SOMERHAUSEN
DES RANGS DU P.C.B.

" Le Bureau Politique du P.C.B., en sa séance du 13 juillet
" 1954, ayant examiné le rapport présenté par la Commission
" de Contrôle Politique sur le comportement adopté par Luc
" Somerhausen à la Conférence de la fédération bruxelloise
" du 13 juin 1954;

" En conclusion de cet examen, le Bureau Politique à l'unani-
" mité a décidé l'exclusion de Luc Somerhausen des rangs du
" Parti

- " - pour s'être livré à la calomnie contre la fraction par-
 " lementaire;
 " - et pour avoir tenté de désagréger le Parti en ayant fait
 " sa déclaration calomnieuse à un moment bien déterminé".

1 LIVRE 55
 Borquin Georges
 Rue du village
 Obas Boursot

Wingé F. en Scarlet
 Wingé
 Lesma la Rétine.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

18/20, Avenue de Stalingrad
Bruxelles.

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.B.
SUR LE CAS DE LUC SOMERHAUSEN.

En sa séance du vendredi 13 juillet, le Bureau Politique a examiné le rapport présenté par la Commission de Contrôle Politique sur le comportement adopté par Luc Somerhausen à la Conférence de la fédération bruxelloise du 13 juin 1954.

Il ressort à l'évidence des éléments portés à la connaissance de la Commission de Contrôle Politique et du Bureau Politique que, nonobstant la légitimité et le bien-fondé de diverses critiques formulées par Luc Somerhausen au cours de son intervention, cette dernière est fondamentalement entachée par le caractère mensonger et calomniateur de certaines déclarations qui y sont faites.

Les déclarations mensongères et calomniatrices sont celles qui ont trait au comportement des parlementaires communistes au cours des incidents ayant marqué la séance de prestation de serment du prince royal.

Dans la relation qu'il donne des faits devant la conférence fédérale, Luc Somerhausen déclare qu'au moment de la prestation de serment seul Lahaut se serait levé et aurait crié "Vive la République". Il admet comme possible que Georges Glineur se soit aussi agité et ait également crié.

Par contre, il reproche véhémentement aux autres parlementaires une passivité qu'il déclare totale, et présente cette **prétendue** passivité comme une non-exécution volontaire de décisions prises collectivement et comme une manifestation de lâcheté.

Il s'efforce d'authentifier sa version en invoquant sa présence dans l'enceinte parlementaire d'où il a pu voir lui-même le déroulement des incidents.

Cette version des faits présentée par Luc Somerhausen est en opposition avec celle des parlementaires communistes : Lalmand, Terfve, Dejace, Bonenfant, G. Glineur, Taillard, Boulanger et Henri Glineur. Ceux-ci - individuellement ou collectivement - tant au moment où les faits se sont passés qu'au cours de l'enquête à laquelle il a été procédé sont unanimes à déclarer :

- que la première intervention qui devait déclencher un tumulte indescriptible fut en réalité le fait du camarade G. Glineur;
- que le groupe des députés communistes et le groupe des sénateurs communistes qui se trouvaient séparés l'un de l'autre ont tous deux participé collectivement à l'action en reprenant les cris de "Vive la République".

Cette version des parlementaires du Parti est pour le surplus confirmée par le journaliste du "Drapeau Rouge" qui se trouvant à la tribune de la presse avait une vue d'ensemble aisée du déroulement de la cérémonie et des incidents qui l'ont marquée.

La version inexacte des incidents rapportée par Luc Somerhausen est-elle le résultat d'une erreur de fait commise de bonne foi par l'intéressé ou procède-t-elle au contraire d'un dessein prémédité ?

L'attitude adoptée par Somerhausen tant devant la conférence fédérale que devant la C.C.P. ne permet pas d'avoir de doute à cet égard.

La relation des incidents qui se sont déroulés à la Chambre se plaçait dans le cadre d'une démonstration tendant à accumuler les preuves de la faiblesse et de l'indignité des cadres dirigeants du Parti.

Présentés comme ils le furent, les faits conduisaient inmanquablement à faire accuser d'esprit de capitulation et de lâcheté la quasi totalité des membres de la fraction parlementaire et d'atteindre par ce moyen les membres de la direction du Parti qui en font partie.

En opposant à leur prétendue attitude le courage du camarade Lahaut avec ses conséquences tragiques, Somerhausen était certain tout en rejoignant les bruits ignominieux colportés à l'époque par les ennemis du Parti, de provoquer dans le coeur des camarades présents à la conférence un choc sentimental profond.

D'autre part, le fait d'avoir gardé le silence pendant 4 ans, de n'avoir, durant cette période, fait connaître sa prétendue indignation à aucune instance régulière du Parti et d'avoir choisi pour "libérer sa conscience" les circonstances d'une conférence fédérale dont le climat passionné se prêtait à toutes les outrances et à toutes les calomnies, donnent à croire que l'on se trouve en présence d'une attitude préméditée destinée à jeter le discrédit sur la direction du Parti et à favoriser la formation de courants désagrégeurs.

Ajoutons à cela que, nonobstant les déclarations formelles et unanimes de nos camarades parlementaires, nonobstant le témoignage du camarade rédacteur au "Drapeau Rouge", Somerhausen a non seulement maintenu intégralement sa version des faits, mais a insinué que nos camarades auraient de propos délibérés inventé une relation des faits destinée à couvrir leur prétendue défaillance.

Tout au plus a-t-il admis finalement devant la Commission de Contrôle Politique et dans une note écrite du 11 août qu'il pouvait avoir fait erreur sur certains points de détail.

Enfin, averti par la Commission de Contrôle Politique qu'il lui était loisible de défendre son point de vue devant le Bureau Politique avant que celui-ci ne statue sur les conclusions présentées par la Commission de Contrôle Politique, Luc Somerhausen a déclaré qu'il n'entendait pas fournir des explications à des gens qui étaient parties intéressées dans cette affaire.

Devant l'ensemble de ces éléments, le Bureau Politique considère que le caractère délibérément calomnieux des affirmations de Luc Somerhausen ne peut être contesté. Il souligne tout l'odieux d'accusations qui tendent à présenter comme des lâches et des menteurs des militants du Parti dont le courage s'est affirmé à de multiples reprises dans des circonstances autrement difficiles.

Il considère que les agissements de Luc Somerhausen, faits en pleine conscience et intervenant à un moment délibérément choisi par lui, ont eu pour dessein de tenter de jeter le trouble dans le Parti et de favoriser la formation de courants de désagrégation.

C'est pourquoi, il a décidé à l'unanimité d'exclure Luc Somerhausen des rangs du Parti.

Le Bureau Politique estime de son devoir d'attirer l'attention du Parti sur la nécessité absolue de ne pas confondre la calomnie et la critique.

Autant le développement et l'approfondissement constant de celle-ci est un élément essentiel du bon fonctionnement et de la santé politique du Parti - élément dont nous devons chaque jour perfectionner la pratique -, autant la complaisance à l'égard de la calomnie doit elle être traquée sans pitié et les calomniateurs écartés des rangs du Parti.

X^X
X^XX

En application d'une décision antérieure du Comité Central, relative à l'exclusion et la publication d'exclusion pour les non membres du Comité Central, décision en vertu de laquelle le Comité Central délègue ses pouvoirs au Bureau Politique, celui-ci a décidé de publier ce qui suit dans la presse :

" EXCLUSION DE LUC SOMERHAUSEN
DES RANGS DU P.C.B.

" Le Bureau Politique du P.C.B., en sa séance du 13 juillet
" 1954, ayant examiné le rapport présenté par la Commission
" de Contrôle Politique sur le comportement adopté par Luc
" Somerhausen à la Conférence de la fédération bruxelloise
" du 13 juin 1954;

" En conclusion de cet examen, le Bureau Politique à l'unani-
" mité a décidé l'exclusion de Luc Somerhausen des rangs du
" Parti

- " - pour s'être livré à la calomnie contre la fraction par-
- " lementaire;
- "
- " - et pour avoir tenté de désagréger le Parti en ayant fait
- " sa déclaration calomnieuse à un moment bien déterminé".

· · · · ·

Bureau Politique du 17 juillet 1954

Présents : Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Herssens, Borremans, Deconinck
Van den Boom, Vanden Branden, Van Moerkerke, Beelen.

Absents : Burnelle, Glineur, Moulin, en congé.

Le cde Lalmand donne lecture d'une série de lettres reçues au
Secrétariat du Parti :

- 1) Lettre de Dejace au sujet de la situation du théâtre de
Seraing.

Une discussion s'engage.

Van Hoorick

Estime qu'il faut donner la possibilité aux cdes du Parti de
Seraing et environs de s'exprimer sur la nécessité de vendre le théâtre.

Une série de lettres arrivent déjà à ce sujet et il y a beaucoup de
mécontents.

Lalmand

Il ne faut pas s'affoler à cause des lettres qui arrivent. Pour
le moment il sera difficile d'examiner la situation, car certains cdes
sont en congé. Insiste sur la situation grave du théâtre de Seraing et
déclare que si on ne le vend pas, il sera saisi.

Van Hoorick

Je ne m'oppose pas à la vente de l'immeuble, mais je demande
qu'on consulte les cdes.

Décision est prise de demander à Boulanger et Bur elle une note
sur le théâtre.

Van Hoorick et Van den Boom iront sur place pour examiner le
problème dans son ensemble (consultation du P).

- 2) Lettre de Dejace au sujet de l'anticléricalisme

Lalmand

Le problème de l'enseignement du concordat et missions au Congo sont
des problèmes dont il faut s'occuper. Propose que De Coninck prenne
en main la constitution d'une commission composée de Boulanger (pour la
Libre Pensée) et Burnelle.

Van den Boom

Au CC Libois a soulevé le problème sur la question de l'enseignement.
Estime qu'il faut étudier au ~~rapport~~ BP le rapport sur l'enseignement,
et demande qu'on invite Libois à cette discussion.

Van Hoorick

Si on tient compte des articles parus dans la presse, on voit que le PSC veut se lancer dans une guerre contre l'enseignement officiel. Nous savons combien une telle guerre passionne les gens. Dès lors, nous devons nous préoccuper de ce problème et voir quelle est la tactique à employer. Ne pas sousestimer dans cette question la possibilité de rapprochement avec les socialistes.

Le BP décide de confier le travail (à la suite de la lettre de Dejace) à une commission composée de Deconinck, Boulanger et Burnelle.

- 3) 11 Juillet

Van Hoorick

Regrette que la RV s'est bornée à publier un cliché relatif à la question.

Van Moerkerke

Est d'accord avec la remarque, mais avoue ne pas voir clair dans ce problème et surtout depuis la publication de notre rapport sur la question nationale. Ne sait pas exactement quelle est la position du Parti sur les problèmes flamands et bien entendu, cela se reflète dans notre presse flamande.

Demande qu'on examine la question d'une façon plus poussée afin d'y voir clair.

Lalmand

Pense que ce problème est clair. Nous nous sommes prononcés sur une série de points : bilinguisme, frontières linguistiques, referendum. Est toutefois d'accord de revoir le problème.

Borremans

Il est clair que le problème de l'Enseignement va prendre une grosse importance. Il est clair aussi qu'il n'y a pas unité de vue sur ce problème dans le P. Demande qu'on fasse un rapport précis sur le problème de l'Enseignement, afin qu'on ait une position précise pour le Congrès. D'accord avec le développement de Lalmand sur le bilinguisme, mais quant aux frontières linguistiques croit que c'est une erreur et que ce n'est pas une position marxiste.

Van den Boom

Propose de réunir les cdes Enseignants pour leur demander un rapport et l'examiner ensuite au BP.

Terfve D'accord avec cette proposition, mais il faut se limiter à l'essentiel de ce problème pour l'étudier au BP.

Décision - Van den Boom responsable de la commission composée de Libois, Klutz, Krick, Noel, Michielsen, Elsa Braem, Gerlo Thonnard, Dejace.

kt - Van Moerkerke, Herssens Burnelle, prépareront un rapport sur les frontières linguistiques.

- 4) Lettre de Bailly au sujet des voyages en Yougoslavie et articles dans "Le Peuple".

Lalmand

Pense qu'il faut reviser la décision antérieure au sujet des voyages en Youg. Ne croit pas qu'il faille s'abstenir dans tous les cas d'aller en Yougosl.

Van den Boom

Il faut écrire quelque chose dans notre presse. Nous nous sommes tus ~~jusqu'à~~ jusqu'à présent. Propose qu'on essaie d'interviewer un travailleur socialiste retour de Yougoslavie. "appelle que nous n'avons pas pr noncé une interdiction pour tous les cdes d'aller dans ce pays. Les cdes p.e. désignés par leur syndicat, doivent y aller.

Terfve

Il ne serait pas mauvais de faire qq papiers dans la presse, mais des articles idéologiques sur la Youg.

Quant au problème de s'y rendre, estime que dans cette question les partis frères ont sans doute une position à cet égard et propose qu'on les consulte avant de se prononcer définitivement.

Borremans et Deconinck d'accord avec cette proposition

Lalmand D'accord avec cette proposition, mais au moment où nous consulterons nos amis, il faut leur donner notre avis sur la question.

Décision est prise de charger Van den Boom de consulter la FSM.

Van Moerkerke répondra à Bailly et essaiera d'interviewer un travailleur rentré de Yougoslavie.

- 5) Manifestation Julien Lahaut

Beelen donne au BP certaines indications sur l'organisation par la féd. de Liège de cette commémoration. On s'oriente vers l'impression d'une grande et belle affiche. Commémoration digne, en commémorant en même temps les compagnons de lutte de Lahaut.

Lalmand propose que les cdes qui se rendront à Liège pour le théâtre de Seraing, s'occupent également de la préparation de la commémoration et que l'on discute les détails ensuite au BP.

Décision est prise dès à présent d'inviter les membres du CC, du BP qui sont libres ainsi que des délégations fédérales.

Orateurs : Lalmand - Burnelle - Van den Boom (salut des travailleurs fl).

- 6) Cas Glineur Henri

Herssens - Moulin et Beelen discuteront à nouveau la question avec H. Glineur.

- 7) Cas De Bie

Proposition est faite par Van den Boom de demander à la C^m. des 3 de réexaminer à nouveau le cas à la lumière de contacts avec la CCP et la féd. d'Anvers. Van Moerkerke ~~xxxxxx~~ désigné pour discuter avec la

Commission

-8) Enquête sur Brabant WallonLalmand

Cette demande d'enquête est du ressort de la Commission des Cadres. Si nous ne renvoyons pas cette enquête à la commission, nous ne nous conformons pas aux décisions du CC. Ne pas constituer une commission spéciale du Brabant.

Borremans

Je ne crois pas que le cde Lalmand ait raison. Il s'agit là d'une enquête sur les agissements du cde Borremans. Dès lors c'est une question qui doit être traitée par la CCP. Pas du tout d'accord qu'il y ait une commission du Brabant. Estime que les cdes qui ont fait le rapport sur le Brabant Wallon n'avaient pas le droit de donner leur avis avant que l'enquête ne soit faite sur la question. Le cde Duchateau pouvait demander qu'on réexamine l'affaire mais n'avait aucun droit de faire ce document avant que l'enquête ne soit ouverte. Demande que la CCP voit cette question aussi.

Terfve La Commission des Cadres doit s'occuper de la recevabilité d'une série de problèmes mais aussi de la mutation des Cadres. Par conséquent, la demande d'enquête du Brabant est manifestement du ressort de la Com. des Cadres.

Lalmand Je ne me prononce pas quant à la forme et au contenu de la note du Brabant. Mais je mets en garde le cde Borremans quand il dit que les cdes n'avaient aucun droit de remettre cette affaire sur le tapis.

Décisions Cette demande d'enquête sera transmise à la Com. des Cadres

Le point sur le film électoral n'est pas discuté. Le cde Lalmand verra les intéressés en présence de Dacht.

- 9) Discussion de la note Terfve sur répartition des tâches des membres du B.P.

Herrensens

D'accord avec la note et son orientation générale. Ce document tend à donner des responsabilités plus politiques aux membres du BP et à ~~garder~~ augmenter le nombre de camarades portant des responsabilités politiques. Elle tend à fournir aux membres du BP le temps pour faire des liaisons diverses avec la base.

Une remarque cependant : sur le secteur d'Organisation. Van Hoorick sera-t-il capable d'avoir seul les liaisons avec les restant des fédés ? D'autre part, la proposition d'avoir un nouveau cadre permanent cadre -t-elle avec les décisions prises.

Secteur syndical : pense qu'il faut intéresser d'autres cdes à ce problème et propose une commission syndicale.

Lalmand

D'accord avec ce que dit la note quant aux réunions du BP. Pense que la présence au BP de plusieurs SP (comme cdes devant faire un travail opératif) n'est pas une bonne solution. Car nous plaçons ces cdes devant l'obligation de fournir un travail au BP mais au détriment de leurs fédés. Ne devons pas confier le travail de délégué du CC qu'eux seuls membres du MBP. Se

Lalmand (suite) se garder de faire à nouveau une distinction entre membres du BP et membres du CC. entre permanents et non permanents.

Secteur A.P. D'accord de confier uniquement le secteur presse à un cde. A discuter au CC.

Secteur syndical N'est pas d'accord d'assumer le contrôle de ce secteur. La question sera discuté au CC

Organisations de masse Pas enthousiasmé de la proposition faite. Le contact entre dirigeants des org. de masse et membres du BP est souhaitable, plus encore que le contact entre membres du BP et SP fédéraux, en raison même du milieu dans lequel travaillent les cdes des org. de masse/ Est d'avis de maintenir le système actuel et demande à garder le contrôle des secteurs qu'il a eus jusqu'à présent.
Attire l'attention sur les autres org. de masse et surtout Mutuelles.

Secrétariat considère que 5 membres au Secr. c'est excessif. ~~D'accord pour les petits collectifs~~ surtout si nous tenons compte du rôle de cet organisme. D'accord pour les petits collectifs.

De Coninck

Ne voit pas comment Van Hoorick fera la liaison avec les reste des fédérations, sur nous suivons la note de Terfve.

Pense aussi qu'il faut étendre la liaison aux membres du CC.
D'accord pour les petits collectifs.

Van den Boom

Note Terfve exvellente idée, car permet la discussion sur fonctionnement BP. Il faut arriver à limiter le temps de parole au BP, mais à condition que soient remplies les conditions données dans la note.
Délégues du CC : ne pas fausser la notion donnée au CC. D'autre part est inquiet sur le système proposé, car Bureau d'Organisation deviendra un collègue et très rapidement un organisme de direction du P. Entraîner les membres du CC à faire le travail des délégués du CC.

D'accord sur propositions en ce qui concerne la presse, mais discussion viandra au CC.

Secrétariat Le nombre de 5 est excessif. Arrêter à 3 plus un adjoint, en cas de maladie ou d'absence d'un des secrétaires.

VAN HOORICK

D'accord avec les idées de Terfve en général. Ne pas prendre mesure en ce qui concerne temps de parole au BP mais les cdes devraient mieux préparer les séances.

Presse d'accord pour confier ce secteur à un seul cde. mais soumettre au CC.

Secteur organisation Pas moyen que Van Hoorick seul et les 3 membres contrôlent l'ensemble du P. Il y a une décision du CC à ce sujet, il faut la respecter. Voit un avantage dans la proposition d'adjoindre un permanent à l'Org. car cela permettra de répartir les tâches qui lui incombent et qui du point de vue administratif augmentent de plus en plus. Cela lui permettra également de se déplacer plus souvent. Partisans de maintenir Beelen jus'qu'au Congrès. Mais si Beelen et Bur elle viennent au Centre, se posera la question de Liège.

Org. de masse.

6

se rallie aux propositions Lalmand.

Beelen

D'accord avec propositions de Terfve.

Organisation : dans ce secteur une grande souplesse est nécessaire. Le travail du délégué du CC est important.

Liège Propose Dejace comme SP, car l'unité de la fédération se fera autour de Dejace mais pas encore autour de Beelen.

Borremans

D'accord avec la partie de la note. Insiste sur la nécessité de donner aux membres du BP le temps de remplir leurs tâches. D'après les calculs faits, il ne lui restent que 3 jours pour sa féd. Dans ces conditions c'est aller au devant d'une aventure et c'est fermer les yeux que de ne pas voir la situation telle qu'elle se pose.

Précise, en réponse au cde Lalmand la raison pour laquelle il est intervenu au CC en ce qui concerne la participation au Secrétariat, mais propose de ne pas y assister à présent.

Organisation

Il faut maintenir la décision prise d'élargir les liaisons aux membres du CC. Ne pas commettre les erreurs déjà commises, prendre des dispositions pour décentralisation maximum.

Org. de masse

D'accord avec propositions Terfve. Toutefois, trouver une solution intermédiaire. Désigner un cde du BP qui puisse donner des conseils aux responsables des org. de masse lorsqu'il y a nécessité.

Demande qu'on considère sa tâche ~~actuellement~~ principale actuellement, SP de la fédération et prie d'en tenir compte pour les travaux du BP.

Terfve

Se passe le phénomène auquel je m'attendais. Tous d'accord pour la 1^{re} partie de la note; mais tout de même, pour faire son travail - et si on veut se tenir au courant de la situation - il faut limiter les tâches aux membres du B.P.

Secteur organisation : d'accord pour donner plus grande responsabilité aux membres du CC, mais c'est au secteur org. qu'actuellement il faut faire le plus grand travail et Van Hoorick seul ne peut le faire. Pour la préparation du Congrès, 4 cdes c'est pour le moment une nécessité minimum.

Rôle du délégué du CC c'est aider les fédérations à surmonter leurs difficultés, car si les dirigeants fédéraux sont devant des difficultés, c'est au délégué du CC de se pencher, avec la direction fédérale sur les problèmes sinon il n'a pas à assurer le contact.

Organisations de masse; trouve qu'il y a une position contradictoire chez certains membres du CC : d'un côté on dit que les membres du CC doivent être mis devant leurs responsabilités et qu'il faut leur donner un travail responsable, d'autre côté, les membres du CC qui dirigent avec leur collectif une org. de masse, doivent être contrôlés par les membres du BP. Lorsqu'un membre du BP contrôle ces cdes, qu'on le veuille ou non, ils apparaissent comme exécutants et non comme responsables.

Lalmand dit que cela ne lui prend pas beaucoup de temps, mais pour une série d'endroits les contacts sont plus fréquents et la participation du membre du BP à ce travail, vient s'ajouter à d'autres tâches. Estime qu'on peut, lorsque la situation le demande, renforcer à un moment donné, un secteur qui pour diverses raisons s'affaiblit. Maintient sa position de laisser aux dirigeants des org. de masse leur responsabilité et donner ainsi aux membres du BP la possibilité d'accomplir leurs tâches opératives de direction. Nous ne ferons pas un ~~xxx~~ bon travail de direction, si nous ne prenons pas les mesures pour bien remplir ces tâches. Nous irons à une accentuation du divorce entre le Parti et sa direction.

Lalmand Persiste à croire que les contacts entre responsables des org. de masses et membres du BP sont nécessaires. Considère d'ailleurs que c'est un leurre de s'imaginer que ces méthodes vont nous faire gagner du temps. De toute façon, les contacts entre membres du BP et org. de masse ne doit pas être un contrôle tatillon, mais bien plutôt un conseil.

Secteur organisation: la proposition de mettre à l'appareil central 2 nouveaux permanents ne cadre pas avec les décisions antérieures. Si l'on passe outre, pense qu'il vaut mieux renforcer alors l'appareil administratif. Mettre aussi les membres du CC au travail, sinon nous retomberons dans les mêmes erreurs, c.à.d. BP fait le travail et le CC arbitre le match. Il est faux de partir de la conception que seuls les membres du BP peuvent aider les féd.

Pense qu'il y a moyen de sortir de l'impasse :
1) Il faut d'abord voir que la présence au BP de nombreux cdes qui ont d'autres tâches, ce sont de poids morts : un SP peut difficilement entrer en ligne de compte comme faisant un travail opératif ;
2) il faut rompre avec la conception que pour le travail opératif à l'échelon national seuls rentrent en ligne de compte les membres du BP. Nous avons de difficultés d'associer au travail les membres du CC, mais si nous ne le faisons pas, nous ne marcherons pas de l'avant. Nous ne pouvons pas avec les seuls permanents résoudre les difficultés

Propose :-de maintenir les membres du CC et BP pour toutes les liaisons avec les féd. jusqu'au Congrès

- que la partie administrative du travail se fasse entre 2 cdes
- désigner pour 4 mois un permanent supplémentaire

BP est d'accord-sur la première partie du rapport

- sur propositions de Lalmand
- Beelen adjoint à l'Organisation

Pour la question Syndicale : attendre le CC.

Pour contrôle des responsables des org. de masse : consulter les intéressés avant de prendre une décision définitive.

BP décide de retarder les CC sur la question syndicale et celle de la presse.

B.P. du 24 juillet 1954

Présents : Lalmand, Van Hoorick, Borremans, Herssens, De Coninck, vanden Branden, Van Moerkerke.

Absents : Burnelle - Beelen - Terfve - G. Glineur (congé) Moulin (congé)

Présidence : Van Moerkerke.

I. - Préparation des travaux du CC sur la question syndicale.

Vanden Boom critique le questionnaire adressé aux organisations du Parti. Ce questionnaire aurait dû être remplacé par un document plus étoffé donnant à la base l'avis de la direction du P. sur les problèmes soulevés.

Lalmand Cela reviendrait à reprendre la vieille méthode et en fait à ne pas consulter la base. On lui donnerait la position de la direction du P. donc la ligne du P. sur la question syndicale. Ce procédé impliquerait donc une discussion au CC au préalable, discussion qui se ferait sans avoir sollicité l'avis de la base. Or il faut consulter la base sur le problème syndical.

VD Boom Il n'est pas question en effet de ne pas consulter la base mais on ne doit pas lui poser des questions sans lui donner tous les éléments. On peut bien poser des questions en disant " et voilà ce que nous pensons. "

Van Hoorick A l'impression que le document-questionnaire envoyé, allait rendre la discussion difficile. Quand on demande l'avis de la base on peut lui demander en fonction d'une critique d'une position. Actuellement le P. revoit la ligne. On peut donner à la base une opinion en répondant aux questions posées, en marquant une position (l'ancienne ligne) etc. demandant à la base de la critiquer.

Van Moerkerke
Pense que la méthode du questionnaire est bonne, quitte à revoir les questions.

Lalmand Insiste de nouveau sur la nécessité d'associer la base à l'élaboration de la ligne du P. Quand la base a une vie politique normale, permanente, le sommet est en permanence renforcé des discussions de la base et peut à tout moment déterminer ses positions. Quand aux questions posées par le document, elles touchent à un aspect essentiel du problème. On ne demande pas à tout le monde de répondre à toutes. Mais si l'on ne pose pas de questions, on court le risque de voir les débats s'éterniser dans le vague.

DECISION

- 1) sur proposition de Lalmand, le BP décide de mettre à l'ordre du jour d'une prochaine réunion, les méthodes à utiliser pour consulter la base du P. en notant que pour le débat sur la question syndicale, il est en fait trop tard, les questionnaires étant déjà distribués.
- 2) Sur proposition de VD Boom, il est décidé de charger la section d'Organisation de mettre au point la participation des membres de la direction du P aux réunions de base sur la question syndicale.

II. - Le Congrès de la FGTB

Van den Boom : Signale que la FGTB a fixé son prochain Congrès national au mois d'octobre en l'axant surtout sur les problèmes économiques avec thèses de Renard à l'avant plan.

Il conviendrait donc de préparer une refutation de ces thèses et poser le problème de la participation de la base à la préparation du Congrès. Pour cela, il faudrait préparer un document critiquant les positions de Renard, mettant en avant les divergences soulevées par ces positions au sein de la direction FGTB et poussées aux réunions de base. Il faudrait aussi donner un programme, notre programme économique. La com. écon. du P pourrait y travailler.

Lalmand : La com. Econ. prépare actuellement un travail pour le Congrès. Cela peut servir.

Van Hoorick : Il ne faudrait pas mettre au centre de la préparation du Congrès la polémique avec Renard, mais bien mettre l'accent sur les luttes revendicatives.

Lalmand : D'accord mais la classe ouvrière a sa part de responsabilités dans l'orientation économique du pays et c'est juste. Alors il faut l'aider dans ce domaine. Elle ne comprendrait pas d'ailleurs que nous écartions sans plus ces problèmes. "Le travail en cours de la com. écon. a précisément pour but d'élaborer ce plan " pour la rénovation de notre économie nationale.

DECISIONS

- 1) Pour essayer d'attirer l'attention du P sur l'importance du Congrès et de sa préparation, la proposition de VD Boom d'envoyer le prochain n° de l'AOU aux org. de base du P. avec une note explicative est adoptée. VDB est chargé de l'exécution.
- 2) Utilisation du travail de la Com. Econ. Accord du BP
- 3) Proposition de Van Hoorick de faire en septembre - début oct. une édition spéciale de l'AOU avec appui AP - Adoptée.

III. - Problèmes P.P.

Borremans voudrait que le BP examine au plus tôt les problèmes posés, mais croit préférable d'attendre le retour de Burnelle et G. Glineur directement intéressés aux questions posées. En attendant, on peut poursuivre au travers de la préparation des journées de septembre le travail unitaire.

VD Boom demande des précisions. Il faudrait éviter/que des préparatoires soient tenues sans indications. Il faut aussi discuter l'ensemble du travail P.P. et résistants et éviter de répéter certaines maladresses.

Van Hoorick La commission de coordination devrait éditer un appel pour l'unité, afin que des contacts établis à la tête soient connus et appuyés par la base.

Borremans : Un tel appel serait utile et on peut certes proposer qu'un projet en soit mis au point.

IV. - Cas Marinette Laurent

Van Hoorick : rappelle que les membres du BP ont été saisis d'une lettre de M. Laurent demandant révision de son cas et de la sanction prise contre elle. Cette demande avait été tenue en suspens jusqu'à précisions des tâches de la Commission des Cadres. Or les cas où il y a une sanction échappent à sa compétence. Il propose donc de renvoyer le cas M. Laurent à la CCP/

Décision : BP d'accord avec cette proposition. et décide de renvoyer ce cas à la CCP.

V.- Projet de calendrier du BP et du CC

Van Hoorick : présente le projet de calendrier et motive les modifications qu'il contient par rapport aux pr"visions précédentes.

Herssens : Propose que le CC des 10 et 11 sept. fixe l'ordre du jour du Congrès.

DECISION : La proposition Herssens est adoptée.

VD Boom : propose de remettre le Congrès au 9 à 12 décembre.

dès

Borremans : Estime que/toute le dernier CC est trop rapproché du Congrès ce qui rendra difficile la discussion dans le Parti.

Lalmand : souligne que le délai de remise doit être le plus court possible. Trois semaines est toutefois un minimum si l'on veut que toutes les questions restant à examiner puissent l'être. Le projet prévoit 6 semaine pour la discussion. On pourrait en effet publier les thèses dans le DR dès le mercredi qui suivra la dernière session du CC.

Décisions

- 1) Remise du Congrès aux 9 à 12 décembre.
- 2) Approbation de l'ordre du jour proposé pour le BP étant entendu que celui-ci en terminera avec la discussion des thèses le 18 septembre.
- 3) La discussion du " Plan de rénovation économique " sera jointe à celles des thèses
- 4) Les thèses seront publiées dans le DR dès le mercredi suivant le CC qui les aura mises au point.

VI. - Situation dans la fédération bruxelloise.

Borremans introduit brièvement la discussion sur la note rédigée par Herssens et Borremans donnant procès-verbal d'une discussion entre les membres du CC ayant participé à la conf. de Bruxelles.

Lalmand : Donne des précisions sur la situation de Borremans au secrétariat fédéral. Le maintien de Borremans au secr. pol. de Bruxelles ne serait-il pas préjudiciable à tout le monde ? Il ressort des derniers événements que Borremans doit rester, mais qu'il est nécessaire de lui accorder une période de repos supplémentaire pour raison de santé. Mais attention, il est certain que si un début de redressement ne s'opère pas rapidement à la féd., la situation de Borremans sera plus difficile. Il y a donc danger de prolonger trop longtemps le repos de Borremans car la situa-

tion de la fédération pourrait s'aggraver.

Borremans : confirme que physiquement, il est incapable d'assurer actuellement la direction politique de la féd. Il propose de limiter son congé à 3 semaines. Le B.F. est d'accord.

Van den Boom : Marque son désaccord avec les conclusions de la note concernant la réunion des membres du CC bruxellois.

- a) Des choses essentielles ne sont pas reprises. On y fait de la critique et autocritique dans le vide. On aurait dû préciser les conditions particulières à Bruxelles (situation de la capitale - composition de la population - compos. sociale du Parti - importance attachée par ennemi de classe)
- b) On aurait dû souligner comment on a accumulé les erreurs sans en tirer des conclusions. C'est trop facile de dire " que nous ne connaissons pas la situation " Nous la connaissons. En le niant on fait dévier la discussion, on maintient une mauvaise situation et l'on impute à Borremans des responsabilités qui ne lui sont pas personnelles.
- c) La manière dont le CF se tire d'affaire et a tendance à se charger exagérément le secr. féd. n'est pas admissible.
- d) La formule utilisée " l'engagement des membres du CC " n'est pas bonne. On ne dit rien de l'attitude de Relecom p.e. Il rappelle les interventions et particulièrement la sienne à la Conf. fédérale.
- e) On fait bon marché dans la note des calomnies et des calomniateurs qui ont fait dévier la discussion, discrédité la direction du P. et empêché la recherche et l'examen des perspectives.

Van den Boom critique aussi les cooptations telles qu'elles se sont faites au CF de Bruxelles. Et si l'on voulait " prolétarianiser " par là la CF, on n'y a pas réussi.

Lalmand critique aussi la note. Elle donne l'impression d'une résignation à se cantonner dans des positions défensives. Il semble que l'on ait oublié qu'il y a des choses que l'on ne peut admettre dans aucun cas dans un PC.

Au p. 2 Avis du CF sur la façon dont les délégués ont été désignés. Cet avis n'est pas exact. Plusieurs cdes qui sont venus là, y sont venus sans avoir été élus. Du côté de la Santé Publique p.e. il n'y a pas eu de réunion.

Au p. 3 : Interventions douteuses ? Interventions positives. Que veut-on dire par là ? Toutes les critiques faites de bonne foi sont positives. Seules les calomnies sont négatives.

Au p. 4 On n'a pas le courage de dire que si la conf. féd. dans son assemblée a été positive, malgré ses outrances, elle a eu des aspects négatifs et très dangereux. Deux types se sont comportés consciemment comme des désagrégateurs et des provocateurs. Et l'on est encore en train à ce sujet de discuter " des droits des membres du Parti ". Le contenu politique de ces interventions ne préoccupe personne.

Lalmand (suite)

On demande au BP d'approuver l'autocritique de Borremans, or il s'agit de la constatation d'un état physique déficient, ce n'est pas cela de l'autocritique.

Plus loin encore on cite parmi les motifs qui auraient dû amener le BP à envoyer une délégation à la Conf. féd. a) le niveau de la discussion particulièrement élevé, b) la tendance à exagérer, c) les visées spéciales de la police. Il y a contradictions entre le a) et les autres points.

Certes, on aurait pu être alertés : certains documents qui nous étaient parvenus avant la conf. féd. permettaient de prévoir les incidents et l'orientation générale.

La note souligne que le "BP a eu tort de mettre en doute la désignation des délégués", etc. Lalmand rappelle le passage de son intervention sur la critique et le droit de critique.

Dans la note, on déclare cependant que "Lalmand aurait donné l'impression que le BP repoussait la critique saine."

Après avoir relu le passage sur la ~~critique~~ désignation des délégués, Lalmand rejette l'interprétation donnée de ce point par le document. Il rappelle également la discussion sur la "question de confiance", comment il a été amené à dire aux cdes qu'ils devaient être clairs et ne pas hésiter s'ils n'avaient pas confiance dans la direction du P. à le dire clairement.

Herssens : Souligne d'abord que la procédure adoptée pour cette affaire a été mauvaise. Il note ensuite deux faits :

- a) Les constatations, reprises ici dans la note sont les avis de la majorité de la commission du CC (exc. Van den Boom et Beelen)
- b) Il y a divergences sérieuses entre les membres du CC de Bruxelles sur la plupart des questions, sauf sur les 3 points suivants :
 - 1) BP aurait dû être présent dès le début de la conférence
 - 2) Les cdes du BP ont eu tort de mettre en doute la ~~composition~~ composition de la conférence
 - 3) La question de confiance a été posée de façon ~~très~~ trop brutale.

Herssens estime qu'il faut rapidement regrouper les cdes du CC et militants de Bruxelles autour de la ligne du CC, leur préciser celle-ci et leur montrer comment ils doivent agir ensemble pour la défendre.

Les cdes demandent aussi que l'on revoie la politique de la direction du P à l'égard de la féd. de Bruxelles. Nous avons comme devoir de faire une autocritique en ce domaine et d'aider le CF à sortir de la situation actuelle difficile. Herssens marque son accord avec les remarques concernant l'oubli de Beelen et de Beecom dans les critiques des attitudes des membres du CC à la conf. fédérale.

Borremans : Il ne faut pas isoler la dernière note des autres documents. J'ai accepté les responsabilités personnelles qui sont lourdes et je suis convaincu que la publication des documents a fait du bien. Je crois que le BP doit reconnaître sa responsabilité collective dans diverses questions.

- a) Dans la conception de la direction fédérale. Nous n'avons pas caché la situation de la féd. Nous la connaissions mais nous nous trompions sur l'atmosphère qui y régnait.
- b) la situation n'a pas été ignorée ou cachée par le C.E. au moment où Borremans est arrivé et dans la suite (remplacement Dispy) Le BP doit de s'expliquer
- c) Confiance : je suis parti du fait que la ~~confiance~~ n'existait pas et ainsi n'ai pas réagi immédiatement sur l'incident Somerhausen.

Estime que les appréciations données par Lalmand au lendemain des premières journées de la conf. contenaient des erreurs (confiance - représentation de la base) Je suis allé défendre ces positions approuvées par le BP au CF et cela a rendu la tâche plus difficile.
Borremans conclu en estimant que le BP doit des explications au CF.

De Coninck Nos erreurs ont permis aux conditions objectives de s'aggraver, elles ont fourni aux calomniateurs un terrain favorable à leurs manoeuvres. Si celles-ci ont pu se dérouler comme elles l'ont fait, ce n'est pas tant dû au fait que les cdés du CC présents n'ont pas réagi qu'aux erreurs commises ultérieurement.
C'est en mettant l'accent sur ces erreurs, en s'attaquant à leurs causes qu'on facilitera le regroupement et qu'on coupera l'arbre sous le pied des calomniateurs.

Van Hoorick précise les points qui devraient être repris dans notre édressée aux cdés du CF et CC.

- a) souligner l'effort d'autocritique du CF
- b) dire que le CF a raison de noter qu'il ne faut pas dissocier les fautes du CF et CC
- c) reconnaître que l'on n'a pas tenu suffisamment compte des conditions des conditions particulières à Bruxelles
- d) reconnaître que le BP a des responsabilités dans la composition de la direction de la féd. de Bruxelles
- e) le BP a eu tort de ne pas envoyer une délégation à la conférence. Cette faute rejoint celle du CF qui n'a pas voulu voir la situation et le reconnaît.
- f) La représentation à la conférence - Lalmand a raison. Mais le dire au moment où il y a des violentes critiques peut donner l'impression que l'on conteste les critiques formulées
- g) il faut souligner que le défaut essentiel est le manque de perspectives
- h) en ce qui concerne la conférence, il ne fallait pas faire le thème central de ce débat.
- i) insister en fin sur le caractère positif de la conférence en dépit de ses aspects dangereux.

Van den Boom : met en garde contre l'entretien de la " légende des redresseurs liégeois " comme le rapport Bertrand a tendance à la présenter. La note Herssens parle de l'attitude des membres du CC et du BP, mais ne dit ~~rien~~ rien de la position défendue par Beelen selon laquelle les membres du CC ne sont tenus par aucune décision du CC.
Beelen a aussi reconnu qu'il n'aurait pas du intervenir à la conférence. Pourquoi n'en parle-t-on pas dans la note ? Même remarque en ce qui concerne Relecom. Il es pourtant apparu à la conf. (applaudissements, conciliabules, propositions de commission sur le cas Delogne) Pourquoi

7.
ne parle-t-on pas de cette atmosphère ? Ne croyez vous pas qu'il y a
là un début de travail fractionnel au CC et à la féd. de Bruxelles ?
Les calomnieurs . Il ne faut pas tomber dans leur piège mais on ne peut
les laisser faire sans réagir.
Ne pensez-vous pas que c'est le moment de sonner l'alarme auprès des
membres du CC de Bruxelles et de leur dire " Au travail " ? Ecartons
la calomnie pour permettre au Parti de continuer sagement la discussion
et d'avancer. Je regrette que Beelen ne soit pas ici, car lui est d'avis
qu'il faut laisser aller tout, y compris les calomnies.

Que faire ? Une lettre à la féd. de Bruxelles. Pas une lettre " mea culpa "
mais une lettre politique qui aide les cdes. Il faut leur faire voir les
problèmes qui se posent devant eux. Reconnaître que nous avons commis des
erreurs, mais faire l'autocritique de telle sorte que les responsabilités
du CF ne disparaissent pas.
Met enfin certains cdes en garde contre " l'excès de souplesse " qu'ils
préconisent.

Van den Branden

Constate qu'il y a actuellement dans le P. des choses qui doivent
attirer l'attention. Beelen a une attitude qui, en certaines occasions ,
aide, mais qui est aussi assez " curieuse " à d'autres (il faut secourir
les vieux) Parmi certains intellectuels, aussi des attitudes assez dan-
gereuses? Ceux d'Anvers p.e. sont mis au courant des événements bruxellois
par des conversations privées (E. Buch) Après le dernier CC, un cde télé-
phone le compte rendu de la séance à un autre cde qui n'a pu y assister.
Attention , ce n'est pas régulier tout cela.

Lalmand

Regrette des lacunes dans l'intervention de Herrens qui s'est borné
) défendre certaines parties de la note. Lalmand estime ensuite que la
~~désignation~~ désignation de Dispy au secr. féd. était une erreur.
J'admets que je n'ai pas bien posé la question de confiance dans les
circonstances particulières où cela s'est fait.
Mais attention, il faut savoir ce qu'est la confiance. Il est clair qu'il
serait absurde de parler de confiance inconditionnelle, il est clair que
la confiance doit se mériter, mais il est aussi inadmissible d'accepter
une confiance formelle, d'un bout des lèvres, une confiance " aux condamnés "
Ce n'est pas de la confiance cela.

Pour ce qui concerne la composition de la conf. fédérale, je maintiens
ma position tout en admettant que ce n'était pas l'endroit ni le moment
de l'exprimer.

Je répète que personne n'a contesté la compétence de la conf. féd. En
parlant de la composition, je ne polémiquais à ce moment qu'avec le CF.
que cela ait pu être mal interprété ? D'accord, les faits le prouvent.

Remarque sur la cooptation au CF : ce sont des cdes qui ont fait des
interventions personnelles et ont ainsi empêché de voir les perspectives
qui ont été retenues.

Dans le document, nous devons donner une appréciation sur la conf. féd.

Pour ce qui concerne la critique de l'attitude des cdes du CC de
Bruxelles, le BP ne peut la formuler qu'après les avoir vus tous. Si
l'on en parle, il faut parler de tous.

Van Moerkerke

Nous nous trouvons devant une situation assez pénible. Nous devons essayer de redresser partant de ce qui existe. C'est pourquoi, à mon avis, il s'agit ici d'une question de nuances.

Il semble que le CF demande au BP de reconnaître son erreur sur deux points (confiance et composition de la conférence) Nous pouvons l'accepter pourvu que cela soit dans un ensemble.

Van den Boom

Réexprime l'opinion que l'excès de souplesse dans de telles questions peut faire plus de tort que de bien. Il y a le danger de permettre à chacun d'esquiver ses responsabilités. L'autocritique que je propose est plus sévère : reconnaître que nous avons toléré que des questions restent sans solution et que nous avons modifié les cadres mal à propos.

DECISIONS

- a) Une lettre - document politique - sera adressée au CF de Bruxelles. Cette lettre s'inspirant des remarques faites au cours de la discussion, formulera la critique de tous les cdes du CC ayant participé à la conférence. Ceci se fera après consultation de ces cdes, ce qui peut retarder la confection du document.
- b) En attendant l'envoi du document, une lettre sera adressée au CF expliquant que le BP a discuté la question et les raisons pour lesquelles un certain délai est requis pour la mise au point du document.
- c) Exécution de ces décisions : Herssens, Deconinck et Van Moerkerke établiront le document qui sera soumis au BP
- d) Un congé de trois semaines prenant cours le 27 juillet est accordé à Borremans pour raison de santé.

VII. Théâtre de Seraing

Van Hoorick qui a été chargé avec VD Boom de voir les cdes de Seraing au sujet de cette question fait rapport de l'entrevue.

- La vente a été décidée par le conseil d'administration de la société
- Il y a eu une réunion générale des "Egaux"
- Une assemblée générale du P. est convoquée pour la semaine du 25 au 1-er.

Il y a eu des remous dans quelques groupes (Rical etc) Cela s'atténue déjà. Après liquidation des dettes, il restera un solde d'environ 1 million dont la destination sera décidée par la société.

DECISION Van Hoorick assistera à la réunion du P. de Seraing.

VIII. Commémoration Lahaut

- Une réunion du comité du monument Lahaut est convoquée pour le 6 août
- Un projet d'affiche sera soumis par les cdes de Liège
- Un appel sera adressé dans la région pour aller en délégations au cimetière
- Un manifeste spécial à Seraing
- La commémoration fixée au 22 août

Concentration des délégations à 14 h 15

Séance commémorative à 17 h.

où les compagnons de lutte de Lahaut (avant 1933) seront associés.
On leur offrirait un portrait de Lahaut.

- Orateurs : Lalmand au cimetière

Burnelle à la commémoration

Un orateur français "

Un cde de Seraing

- Participation Harmonie du DR et partie artistique à la séance commémorative

Où faire la séance : une seule salle semble être disponible : celle du
théâtre

Le BP estime qu'il ne faut pas retenir le théâtre pour
cette séance.

Réunion du Bureau Politique
du 31 Juillet 1954.

Présents: A. Deconinck - Sam Herssens - Edgar Lalmand -
G. Vandenboom - Fr. Vandenbranden - Bert Van
Hoorick - Gérard Van Moerkerke .

Présidence : Albert Deconinck .

I. La conférence des ministres des 6 pays signataires de
la C.E.D.

Vandenboom : pense que la prochaine réunion à Bruxelles d'une
conférence des ministres des pays signataires de la C.E.D.
doit retenir notre attention .

Il propose d'envisager avec la Fédération Bruxelloise, les
mesures à prendre en vue de faire connaître notre point de vue
à cette occasion .

- Il suggère: a) l'édition d'un tract ou d'une affiche
contre Adenauer;
b) des démanches d'organisations patrioti-
ques.

S. Herssens : estime que l'édition d'un matériel posant le pro-
blème allemand en l'axant sur l'organisation de la sécu-
rité collective devrait se faire par une organisation de
Prisonniers Politiques ou par l' U.B.D.P.

Van Hoorick : pense qu'il serait bon de prendre contact à ce
sujet avec le M.S.P.

Décision :

----- le contact sera pris avec la Fédération Bruxelloise
pour examiner les mesures à prendre .

II. Durée des congés en U.R.S.S.

Van Moerkerke : demande qu'à l'avenir on envisage d'accorder
aux camarades se rendant en congé en U.R.S.S., quatre se-
maines de vacances, au lieu de trois .

Après échange de vue, il est décidé par 5 voix contre 1
(Van Moerkerke) et 1 abstention (Vandenboom) de ne pas faire d'
exception au barème établi pour les congés .

Lalmand : insiste d'ailleurs pour qu'à l'évenir les problèmes de
congés soient réglés par le C.C.

III. Lettres de camarades sortis des cadres permanents au sujet du pécule de vacances :

Van Hoorick : signale que 4 camarades (Braipson, Juckmès, Bonnet et De Ruyter) sortis des cadres permanents au cours des 12 derniers mois, demandent que le Parti leur accorde l'équivalent de double pécule. Ces camarades travaillant actuellement comme salariés dépendent d'une législation différente sur les congés payés et se trouvent ainsi sans ressources pendant la période des congés .

Après brève discussion:

Décision :

----- satisfaction sera donnée à ces camarades. La somme nécessaire pourrait être prélevée sur boni de la caisse de compensation.

Situation de la Caisse de Compensation -vacances- .

Vandenboom : demandant des précisions, Van Hoorick explique que cette année des conditions particulièrement favorables de déplacements, ont permis un boni qui atteindra 20 à 25.000 frs .

On ne peut toutefois envisager de diminuer la participation des camarades à la caisse, car on ne sait ce que l'avenir réserve.

Il faut tenir compte aussi, précise Van Hoorick, du fait qu'énormément de frais sont imposés aux services réguliers du Parti par l'organisation des vacances . C'est pourquoi il est proposé de prélever 10.000 frs au profit de l' Administration du Parti, sur le boni de l'exercice .

IV. Problème de la mise au travail des chômeurs .

Vandenbranden : voudrait que le Parti précise sa position sur les problèmes soulevés par la mise au travail des chômeurs, en vertu des nouveaux arrêtés gouvernementaux .

En effet, le salaire fixé pour ces chômeurs affectés à des travaux communaux ou provinciaux, est de 143 frs par jour, ce qui fait dire à certains qu'il faudrait condamner l'arrêté parce que les salaires sont trop bas .

Vandenbranden pense qu'il faut éviter de retomber dans des positions purement négatives .

Après une brève discussion à laquelle prennent part:
Vandenboom - Lalmand, Van Hoorick, - le Bureau Politique, unanime

décide :

d'adresser aux organisations du Parti une note à ce sujet

en soulignant :

- a) que l'essentiel, c'est la mise au travail,
- b) que le problème des salaires posé aux chômeurs remis au travail, doit se résoudre par l'action des syndicats, par l'action des intéressés qui peuvent agir auprès des administrations: bourgmestre, gouverneurs provinciaux, etc....

V. La date et le lieu du XIe. Congrès .

Van Hoorick : rend compte des demandes effectuées et des difficultés rencontrées pour trouver une salle convenable à Bruxelles, aux dates proposées .

Nous nous trouvons devant cette alternative:

- ou bien maintenir la date fixée par le B.P. du 24 juillet (9,10,11, et 12 décembre 1954) et alors nous sommes amenés à tenir le Congrès à l' Elysée ou hors de Bruxelles (Vilvorde ou Alost, par exemple)
- ou si l'on estime que l' Elysée ne peut convenir et qu'il faut tenir ces assemblées à Bruxelles, nous sommes contraints de les reporter au mois de janvier .

Au cours de la discussion, la plupart des camarades estiment que l' Elysée est mauvais (raisons techniques et psychologiques), que d'autre part, il ne faut pas prendre La Madeleine qui est trop vaste (Lalmand, Van Hoorick), que d'autre part, la tenue du Congrès loin de Bruxelles augmente considérablement les frais et complique l'organisation technique .

En conclusion:

----- il est décidé de consulter par lettre, les membres du Comité Central .

VI. Seraing .

Van Hoorick: fait un bref rapport sur sa* visite du 30 juillet à Seraing, où il assista à l'assemblée de la section discutant de la vente du Théâtre et de la commémoration Lahaut.

Il rapporte que les camarades de Seraing ne sont pas d'accord avec la décision antérieure du B.P. de ne pas faire la séance commémorative au Théâtre .

Le B.P. estime dans ces conditions qu'il fait marquer accord avec la position des camarades de Seraing .

VII. FILMS .

Edgar Lalmand: donne communication des entrevues qui ont eu lieu avec les cam. cinéastes et les camarades de la cellule Bosson, au sujet du "film de marionnettes" et de la lettre adressée sur cette question par la cellule Bosson, à la direction du Parti .

Il propose d'octroyer à Houlez, un solde de frais de 4.000 frs
Approuvé .

VIII. L'examen des affaires Delogne et Somerhausen par la C.C.P.

Edg. Lalmand : donne une brève communication sur les travaux de la C.C.P. et la manière dont l'instruction des affaires Delogne et Somerhausen est menée .

Le cam. Lalmand estime que l'on s'engagerait dans une mauvaise voie, en laissant la C.C.P. se perdre dans des procédures dangereuses . Il propose donc une intervention du B.P.

Van Hoorick: propose de demander à la C.C.P. de déposer ses conclusions concernant ces affaires dans un délai de 15 jours.

Le Bureau Politique marque son accord à l'unanimité .

- - - - -

IX. Rapport sur la situation des Femmes
dans notre pays et la politique que
notre Parti se doit de mener en ce do-
maine .

Un rapport écrit sur cette question par Jeanne Mullier,
a été distribué aux membres du B.P.

Les camarades femmes du Comité Central étaient invitées à par-
ticiper à la discussion .

Ont participé au débat: Jeanne Mullier, Léona Motquin ,
Cécile Burgos, Mariette Thonet .

- - - - -

Jeanne Mullier : donne au début de la discussion quelques
indications complémentaires au rapport:

1) Elle souligne que si le rapport justifie l'existence
du R.F., il ne faut pas y voir, - bien au contraire - une op-
position à ce que les femmes communistes participent à l'activité
d'autres organisations de masse féminines telles que Guildes des
Coopératives, P.P., C.P.D.E., F.P.S...

2) Il faut insister pour que les camarades femmes du C.C.
participent à la Commission Féminine. En plus de l'aide directe
qu'elles y apporteront, cela peut favoriser le courant d'inté-
ret dans l'ensemble du Parti pour le travail parmi les femmes .

3) Il serait utile de préciser le rôle de la commission
féminine.

4) Ne serait-il pas souhaitable que la resp. du Parti
pour le travail au R.F. ait plus de contact avec la section d'or-
ganisation du P. et assiste aux réunions des S.P. ?

Jeanne Mullier commente alors les conclusions de son rapport.
Elle insiste au nom de la Commission des Femmes sur les possibili-
tés nouvelles ouvertes par le changement de gouvernement .

Examinant les questions actuelles, la cam. Mullier regrette
le peu d'actions entreprises notamment dans le domaine de la lutte
pour la suppression du cumul d'impôts des époux, pour la suppres-
sion des arrêtés Vanden Daele .

Elle estime enfin qu'il serait bon de préciser notre atti-
tude sur la question du volontariat féminin .

Discussion :

Bert Van Hoorick : Le rapport nous fait faire un pas sérieux en avant dans la connaissance de la situation des femmes .

Mais les camarades femmes nous proposent un plan d'action considérable . En fait, dans le passé, il y a eu très peu d'action. Le rapport aurait dû nous dire pourquoi si peu d'action sont parties d'initiatives du Parti ou du R.F.

Dans ces propositions, rien ne ressort comme essentiel et le tableau ainsi présenté risque de rebuter par son ampleur .

Il faut être modeste et choisir l'essentiel .

Il faudrait aussi voir plus clair dans les moyens à utiliser pour faire aboutir ces revendications .

Il ne faut pas surestimer la valeur des délégations auprès des autorités . Or en général, ce qu'on met en avant, c'est uniquement des pétitionnements et des délégations .

Jeanne Mullier : quelles propositions fais-tu ?

Bert Van Hoorick : Je n'en fais pas . Mais j'insiste pour que nous soyons plus modestes et qu'on sache choisir nationale - ment ou régionalement le maillon principal .

Il faut rechercher ce qui mobilise les femmes. Il serait bon de voir comment les autres organisations s'organisent et s'y prennent .

Lors d'un précédent examen on avait mis l'accent sur les activités sociales, gardons-nous de tomber dans le sens contraire. A mon avis, là où existent des mutuelles , nous aurions intérêt à nous appuyer sur celles-ci pour faire un travail parmi les femmes . Il faut trouver là une formule de collaboration, c.à.d. orienter le travail femmes sur la mutuelle là où il n'y a pas de R.F.

L'organisation de journées d'étude est bonne en soi, pourtant, en tenant compte de l'ordre du jour des travaux du Parti avant le Congrès, on ne peut retenir la proposition , sauf peut-être si l'on ne fait cela qu'à l'échelon fédéral et vers la fin septembre .

Sam Herssens : Le rapport est une aide . Il est nécessaire d'écourter les programmes proposés. Il faut voir les choses que l'on va mettre à l'avant-plan . Il faudrait prendre un thème général sur lequel les communistes vont actuellement se battre .

Si l'on organise un débat dans le parti, il ne faut pas y aller avec le rapport tel qu'il est ici présenté, mais présenter la discussion sur le thème par excellence "la politique du gouvernement actuel et les revendications des femmes " .

Une des tâches de la Commission féminine devrait être de préparer un document simple pour les organisations du Parti , pour

- 1) préciser le programme d'action immédiat,
- 2) expliquer comment on va manier ce programme en mettant l'accent sur la nécessité de l'union à la base .

Si nous commençons à parler des guildes, des F.P.S., etc.. nous risquons d'embrouiller tout. Il faut pour commencer:

- a) que sections et cellules aient une politique féminine ;
- b) qu'elles recherchent les moyens de la réaliser ;
- c) qu'elles visent à unir les femmes pour faire le premier pas .

C'est d'ailleurs de cette union que peuvent sortir les comités du R.F. et non d'une décision dans le vide .

- Nous devons aussi prendre certaines mesures pour orienter les femmes communistes : pour les faire agir là où elles se trouvent .

- Autre question : La position des camarades femmes dans le Parti. Beaucoup restent à l'écart des réunions .

Il faut voir pourquoi et rechercher les moyens (expériences françaises) d'y remédier .

- Il faut aussi souligner que c'est un devoir pour le Parti d'aider à l'extension du R.F.

Van Moerkerke : trouve le rapport embrouillé, inspiré par l'esprit "suffragette".

On y pose des principes " Salaire égal " - "égalité juridique" qui sont des objectifs d'un régime socialiste .

Les principes d'égalité mis en avant aux réunions de Genève n'intéressent pas tellement les femmes .

On dit que le Parti en général ne s'intéresse pas au travail parmi les femmes, mais ce sont les femmes qui ne s'y intéressent pas .

Pourquoi ?

- a) raison de "ligne", de "méthodes" : on demande trop aux femmes .
- b) on parle beaucoup trop de revendications . Je voudrais qu'on parle plus des moyens de les réaliser .

- Des revendications ? Il y en a, mais est-ce avec celles prétendument propres aux femmes qu'on arrivera à intéresser celles-ci ? C'est plutôt avec des revendications touchant les enfants, le foyer .

- On a parlé de la tendance à vouloir supprimer le R.F. ? la tendance existe et se justifie parce qu'on ne voit pas le rôle de cette organisation, ses possibilités de réalisations .

- La direction du R.F.P. ? Ses méthodes ne sont pas bonnes, ses dirigeantes ne parlent que de politique en général.

G. VANDENBOOM : regrette que le rapport ne parle pas des expériences faites dans le passé .

Il y a une tendance à l'"égalitarisme". Certes, le principe de l'égalité est juste et doit être posé mais en principe .

On s'accroche à des revendications qui ne sont pas spécialement féminines: exemple: cumul des impôts; cela intéresse tout le monde et particulièrement le mouvement syndical .

Il faudrait lutter pour que les revendications féminines soient posées dans les syndicats .

Attention au système des délégations: ce ne doit pas être l'essentiel .

Il serait utile de revoir nos méthodes pour amener des camarades aux réunions, pour les intégrer à une vie politique permanente .

Pour le R.F. , il serait bon de s'inspirer plus des méthodes des autres organisations .

Regrette que l'on n'ait pas fait une critique sérieuse du R.F.

- Le mot d'ordre "toutes les femmes au travail "femmes" ? C'est dangereux . Cela serait souhaitable, évidemment, mais il faut voir pourquoi une série de femmes n'aiment pas cela .

- Les formes de travail:

Quand quelque chose se passe dans un quartier, il ne faut pas vouloir y planter immédiatement le drapeau R.F.P.

En conclusion, il demande qu'on pousse plus loin l'étude de la situation et la recherche des formes et moyens d'actions appropriées .

Vandenbranden : estime qu'il faut replacer la question dans l'ensemble du travail de masse du Parti . Notre politique générale ayant eu de graves défauts, cela se ressentait dans tous les secteurs, dans notre tactique en général et nos méthodes de travail . Il insiste pour que dans le travail parmi les femmes on accorde à l'avenir une plus grande attention aux "petites choses" .

L'aide du Parti aux organisations de masse est mauvaise .

Les sections et cellules en général connaissant mal leurs quartiers . Dès lors, comment pourraient-elles sérieusement aider ? Il faut que les responsables des cellules et sections voient avec les femmes la situation et les possibilités qu'elle offre.

Il cite des exemples où le Parti, alerté par des "petites choses" qui intéressaient directement les femmes, n'a pas orienté son action vers les femmes, vers leur mise en mouvement, mais est intervenu en tant que Parti .

Il ne faut pas que les femmes se bornent aux questions qui n'intéressent que les femmes révolutionnaires (bombe H, etc..)

Il faudrait que l'on mette fin à l'esprit de concurrence existant entre diverses organisations: (P. R.F- U.B.D.P. etc.)

A. Deconinck: la situation est complexe. Il faut dégager du programme les points essentiels .

Ce sont surtout les formes et moyens d'action qui devraient être étudiés.

Attention: si certain travail (accouchement sans douleur par exemple) peut-être fait par le canal des mutualités, ce n'est pas le cas pour tout: donc nécessité d'avoir une organisation distincte .

Edg. Lalmand : rappelle d'abord le but du rapport : quelle doit être l'attitude du Parti à l'égard des femmes ?

On aurait même dû parler du R.F. dans le rapport, car cela fait dévier la discussion . on ne peut pas continuer à voir tout le problème par le R.F.P.

C'est pourquoi à son avis le rapport aurait dû être plus fouillé encore sur la situation en général .

Programme:

Ne confondons pas les problèmes qui intéressent les femmes parce qu'ils intéressent tout le monde, avec les revendications qui intéressent plus spécialement les femmes . C'est à ces revendications qu'il faut nous en tenir ici . certes

Exemple: les allocations familiales intéressent-elles tout le monde, mais spécialement les femmes, car on les lui remet à elle: c'est son bien .

"l' égalité pour la femme " ? Ce n'est certes pas un mot d'ordre d'action, mais il serait faux de ne pas le reprendre en permanence dans notre propagande . Voyez d'ailleurs le P.S.B. le reprend lui aussi, car il sait que cela intéresse les femmes .

Il est juste de mettre l'accent sur les revendications.

Problèmes des salaires : l'égalité pour travail égal est un mot d'ordre de propagande important .

Le rapport aurait pu dire à ce sujet que, dans divers pays capitalistes, on est plus loin sous ce rapport qu'en Belgique ,
- que chez nous on l'applique dans différents secteurs industriels,

- que d'autre part l'inégalité entre salaires des hommes et des femmes n'est pas la même dans toutes les industries,
- qu'il y a donc des possibilités de diminuer l'écart dans certains secteurs.

- Le rapport aurait dû aussi accorder plus d'importance aux secteurs "Textiles" - "Vêtements" - où sont occupées de nom-

breuses ouvrières .

- Importance des problèmes du chômage :
 Problème de l'égalité des allocations: c'est là aussi un mot d'ordre d'agitation, mais peut-être dans certaines régions (Verviers) un mot d'ordre d'action déjà, notamment pour ce qui concerne les femmes chefs de ménage .

- Actuellement il y a un mot d'ordre d'action :
 - la question du cumul des impôts, - de la suppression des 10 % de retenues sur les salaires des femmes mariées .

- En ce qui concerne l'égalité devant la pension, c'est un problème qui doit se poser dans les organisations de pensionnés, et non spécialement chez les femmes .

Il en est de même pour l' A.M.I.

Le rapport aurait dû nous donner plus d'indications sur les revendications des autres organisations féminines .

- L'indifférence du Parti à l'égard du travail parmi les femmes ? On en a fait état .

Il y a une certaine hostilité chez les femmes à travailler parmi les femmes? Pourquoi ?

- raison psychologique ? Oui - l'homme communiste se différencie des autres par une série d'aspects positifs, mais aussi par un mauvais côté parfois: suffisance.

Chez les femmes communistes ce défaut s'aggrave souvent encore et c'est compréhensible car le niveau idéologique des femmes en général est plus que celui des hommes .

Il faut réagir contre cela .

- Peut-être faut-il voir aussi le fait que le travail tel que nous le concevons, ne suscite pas l'enthousiasme :

Le P. ayant tendance à considérer le travail parmi les femmes comme un travail secondaire .

Il faut réhabiliter au sein du Parti le travail parmi les femmes .

- Les méthodes de travail:

Le problème doit être résolu sur la base de la cellule ou section . Le noeud du problème c'est de trouver la formule juste de collaboration entre le Parti et le R.F.

Si nous voulons faire un travail efficace, nous devons apprendre à nous servir plus et mieux du R.F. qui, lui, doit s'élargir et déborder beaucoup plus largement du cadre Parti .

Là d'ailleurs où le R.F. a réussi à s'élargir, son contenu change et son utilité apparaît .

Il faut que le Parti comme tel utilise beaucoup plus de femmes comme oratrices: il y a un public pour orateurs féminins.

Notre A.P. et Presse doit accorder plus d'importance aux problèmes femmes . Suggère petite rubrique, 2 ou 3 fois par semaine, dans notre presse .

- Utiliser les possibilités qui ont donné déjà de bons résultats: les marchés, pointages .

- Le problème de la mise au travail des femmes rentre dans le problème de la mise au travail des membres du Parti en général . Mais il faut le traiter de façon particulière .

Dans nos cellules de quartiers, à Bruxelles, les femmes participent à 40 % à la vie des organisations .

Lorsqu'on recherche les problèmes locaux à traiter, on trouve surtout des problèmes de politique communale qui intéressent souvent directement les femmes .

- Ne faudrait-il pas désigner dans section quelqu'un qui s'occupe spécialement des femmes comme cela pourrait se faire pour les jeunes ?

- On peut certes envisager de les réunir à part, mais il ne faudrait pas les écarter à priori des réunions ordinaires . Il faut voir les raisons de leurs absences .

- On peut prévoir des réunions de femmes sur la base des sections, pour que le P. puisse arriver à des conclusions; pour voir comment travailler .

- Se préoccuper du niveau idéologique des femmes belges, en général et sur cette base, voir ce qui doit se faire (section éducation).

- Attention, on a parlé des Mutuelles. - Le R.F. doit en tenir compte, mais les mutuelles ne peuvent remplacer les organisations de femmes .

- Le rapport accorde beaucoup trop peu d'importance aux problèmes "enfants" - "foyers". A ce propos il faudrait que dirigeants R.F. brisent leur résistance à collaborer avec d'autres organisations telles que Pionniers .

- Journées d'études ? Pas avant le Congrès . Y substituer le travail de la Commission féminine .

En résumé -

- 1) Le travail parmi les femmes est un problème pour l'ensemble du Parti. L'existence d'une organisation comme le R.F. ne doit nous enlever aucune de nos obligations .

- 2) Les femmes communistes doivent être utilisées en ordre principal pour le travail parmi les femmes .
- 3) A.P. et éducation du P. - doivent étudier le problème
 - d'éducation pour les femmes,
 - de l'utilisation des oratrices,
 - des thèmes de propagande et agitation visant spécialement les femmes .
- 4) Préciser les problèmes d'organisation .

Il propose de charger la commission féminine d'examiner ce problème, et de faire des propositions en vue des thèses du XIe. Congrès.

x x x

Jeanne Mullier : repose la question du contact entre la responsable de travail femmes et le bureau d'organisation .

Décisions :

- Il est décidé que lorsque se posent des questions nouvelles importantes, les resp. du travail parmi certaines catégories de notre population, seront invités aux réunions S.P.
- Rejet des journées d'étude proposées .
- Le R.F. ne peut être remplacé par des groupes tels que "mères et enfants" de mutuellistes" dont les objectifs sont très limités .
- La commission féminine se composera: de 6 camarades femmes, membres du C.C. , d'une juriste, d'un agent de l' Etat, d'une employée Grands Magasins, d'une spécialiste "sécurité social", une représentante P.P.

On peut envisager l'adjonction d'une ouvrière difficilement trouvable à Bruxelles .

Adopté à l'unanimité moins l'abstention de Vandendboom - qui estime que les membres C.C. ne devraient pas être automatiquement membres de la commission et que d'autre part, celle-ci manque de "ménagères" .

- - - - -

BUREAU POLITIQUE DU 31 JUILLET 1954 .

DIVERS .

1) Lettre à la fédération Bruxelloise :

En application des décisions prises à la réunion du 24 juillet, Sam Herssens, Deconinck et Van Moerkerke, ont mis au point une lettre à adresser au Comité Fédéral de Bruxelles.

Après quelques amendements, le texte est approuvé à l'unanimité .

2) Lettre de Schaerbeek:
"cellule Meiser " sur affaire Eeckman .

- une brève discussion confirme position prise antérieurement .
Herssens prendra contact à ce sujet avec la cellule intéressée .

3) Fête du Waarheid :

Wackenier y représenterait la presse .

CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS.

Depuis le CC des 9 et 10 mai, il n'y a guère eu de redressement dans le travail du Parti parmi les femmes. La plupart des fédérations continuent à adopter une attitude d'indifférence.

Il est regrettable - mais cela se comprend - qu'il ne soit pas possible avant le Congrès de consacrer un CC à ce thème. Cependant la Commission féminine fait aujourd'hui une proposition qui pourrait pallier à cet inconvénient et qui permettrait d'accorder plus d'importance et de valeur à la partie des thèses consacrée au travail parmi les femmes.

Il s'agirait d'organiser d'abord à l'échelon fédéral, puis à l'échelon national des Journées d'Etude. Les Journées d'Etude fédérales se tiendraient autour du 15 septembre et la Journée Nationale autour du 15 octobre.

Ces journées seraient préparées par un schéma de rapport de la Commission féminine qui serait remis à la Section d'Organisation. Le rapport serait complété par les fédérations qui pourraient mettre au travail pour la préparation de ce rapport une commission féminine provisoire.

Il serait bien entendu que ces journées seraient l'affaire des directions fédérales et non l'affaire des seules femmes. Le rapport devrait d'ailleurs être présenté par le SP fédéral entouré tout au moins du Bureau Fédéral.

Cela permettrait de faire une étude de la situation des femmes dans les diverses régions et d'en retirer des propositions d'action, ayant pour but de nous gagner la sympathie des travailleuses, des ménagères, voire même des commerçantes et des paysannes.

Ces journées auraient en outre pour résultat d'élever le niveau de nos femmes ainsi que leur sens des responsabilités.

Il y aurait lieu, au cours des journées de développer et de préciser :

- les méthodes de propagande du Parti,
par meetings, tracts, affiches
par des articles dans le DR quotidien et le DRD et la
Page de la Femme;
par les journaux régionaux et d'entreprises.
- les meilleurs moyens à utiliser pour éduquer les femmes, déterminer leur rôle dans le Parti et leurs devoirs à l'égard de la masse des femmes, le moyen d'entraîner davantage les femmes dans l'action.
- le rôle du mouvement de masse (R.F.) et son importance, ses liaisons avec le Parti.
- Les possibilités d'action créées par les élections et l'existence d'un gouvernement libéral-socialiste.
- la lutte contre le chômage
suppression des arrêtés Vanden Daele,
l'égalité d'indemnité pour les femmes chefs de famille,

- l'agitation autour de la Convention de Genève tendant à établir l'égalité des salaires pour les hommes et les femmes.
- l'action urgente à mener en vue d'obtenir la suppression du cumul des ressources des conjoints devant l'impôt
- le retrait des arrêtés Vanden Daele amputant la SS.
- l'action en vue d'obtenir la construction de logements, d'hôpitaux, de maternités, de crèches,
- l'augmentation des allocations familiales, de la prime de naissances, le rétablissement de la prime d'allaitement.

Au cours de ces journées, nous étudierons également, concrètement, sur la base des régions les possibilités de contact et d'actions avec les femmes socialistes (provoquant et guildeuses) et les femmes chrétiennes.

Pour terminer, nous demandons au B.P. de ce jour de déterminer le rôle et les tâches de la Commission féminine, ses responsabilités.

Enfin, nous demandons au B.P. de promouvoir l'action de nos parlementaires en vue de la défense des droits des femmes. L'attitude du Parti à l'égard du volontariat féminin, les intentions du Parti quant au projet de loi du Rassemblement sur les Accouchements sans douleur.

le Congrès - a) fait le bilan de la situation et de la
lutte des femmes en Belgique.

b) Situe les aspirations et revendications
immédiates des femmes -
en constatant la similitude des programmes
et la dispersion des mouvements féminins.

c) Examine les raisons de la dispersion - tout
en constatant la similitude -

Chaque organisation féminine a sa raison
d'exister - mais les barrières de partis
empêchent la réalisation des revendications
féminines.

d) à qui sert la dispersion la division -
aux fautes de guerre

e) que pouvons nous faire pour unir - le
Congrès de Bruxelles est un moyen -

Les Thèses - bombe atomique
- Les décisions du congrès - appel aux femmes de Belgique
pour qu'elles s'unissent -
- Pour la paix et l'amitié -
- des femmes du monde -

~~travaux~~
travaux
mise de famille



Aut 54

BP15_1954_02

PB
15

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

18-20, av. Stalingrad.

Bruxelles, le 2 août 1954.

Au Comité Fédéral de Bruxelles

Chers Camarades,

Nous avons examiné avec beaucoup d'attention les documents qui relatent la discussion au C.F. de Bruxelles après la Conférence fédérale de juin.

Nous considérons que le rapport et la discussion du C.F. constituent un effort louable d'examen critique et autocritique du déroulement de la conférence fédérale, et de l'attitude que le C.F. y avait adoptée.

Nous devons cependant attirer votre attention sur certains points de votre critique et autocritique.

1°) Nous ne pensons pas que vous puissiez dire, sans plus, que vous ignoriez la situation réelle au sein de la fédération. Il faut aller plus loin dans l'autocritique du C.F. ; il n'a pas toujours aidé les cellules et sections à pratiquer la critique et l'autocritique. Cela s'est révélé notamment lors de la préparation de la Conférence. Le C.F. reconnaît qu'il n'a pas orienté la discussion dans les organisations de base. La critique et l'autocritique sont indispensables au développement et au travail du Parti, mais il est tout aussi indispensable d'apprendre aux membres à les utiliser convenablement.

De son côté le Bureau Politique reconnaît qu'il a des responsabilités dans la mauvaise préparation de la conférence de la fédération bruxelloise. Le B.P. aurait dû notamment attirer l'attention du C.F. sur l'importance de sa bonne préparation, d'autant plus qu'il connaissait, tout au moins partiellement, les difficultés qui existaient et qui devaient surgir à la conférence. Le B.P. aurait dû envoyer une délégation pour suivre dès le début les travaux de la Conférence.

2°) Nous pensons que vous devriez approfondir davantage les responsabilités personnelles et collectives de chaque membre du C.F. Votre discussion a été trop axée sur les responsabilités du seul Secrétaire politique. S'il est juste de rechercher les responsabilités personnelles dans le collectif de direction, il faut que ce soit pour tous les membres du collectif indistinctement, sinon la critique et l'autocritique sont faussées.

Le C.F. devrait tenir compte que les difficultés de la fédération bruxelloise n'ont pas commencé depuis que le Camarade Borremans en est devenu S.P., mais remontent à quelques années, sous la gestion d'autres directions. Nous admettons que le B.P. n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour permettre au Camarade Borremans de consacrer l'essentiel de son activité à sa tâche de S.P. fédéral.

Le Bureau Politique entend donner toute son aide au C.F. de Bruxelles dans l'accomplissement de ses tâches et veiller à ce que tous les membres du C.C. de Bruxelles le fassent de leur côté.

Nous croyons devoir y insister d'autant plus qu'au cours du déroulement des travaux de la Conférence, l'attitude et les positions politiques de certains membres du Comité Central ne sont pas sans reproches. Tous n'ont pas défendu - comme c'était leur devoir - les principes du Parti et la résolution du C.C. du mois de mai 1954.

Certains délégués à la Conférence ont cru voir dans des interventions de membres du B.P. une tentative de repousser la critique, de mettre en cause la qualité des délégués, d'exiger une confiance sans conditions pour les directions nationale et fédérale. Si une telle impression a été créée chez certains camarades, elle ne correspond pas à la réalité et à ce qui a été déclaré effectivement et fondamentalement par nos camarades du Bureau Politique qui sont intervenus.

Nous tenons à rappeler que l'intervention de notre camarade Lalmand à la fin de la conférence contenait textuellement ce qui suit, concernant la discussion critique qui s'était produite.

" Le Bureau Politique a suivi avec grand intérêt le déroulement de votre conférence. Je ne vous surprendrai pas en vous disant qu'elle nous a quelque peu inquiétés. Non pas parce que la critique est sévère, parfois excessive, voire même injuste par moments. Cela n'a rien d'inquietant et, dans les circonstances actuelles, une réaction dure et intransigeante du Parti doit être interprétée comme une preuve de santé.

" Mais il y a eu autre chose. Certains délégués ont consciemment ou non, peu importe - pour le moment ce n'est pas là l'essentiel - confondu la critique avec la calomnie. Il serait dangereux de tolérer pareils procédés sous le fallacieux prétexte qu'on peut impunément tout dire dans le Parti.

" Ce n'est pas vrai Camarades, accepter une telle conception du droit de critique, c'est admettre que l'on peut attaquer au sein du Parti les principes mêmes qui sont à sa base ; que l'on peut défendre l'idéologie et les mots d'ordre de l'ennemi de classe ; y créer le désarroi, la méfiance, le découragement, en propageant, sans fournir l'ombre d'une preuve, des bruits alarmistes, des calomnies contre tel ou tel militant, contre tel ou tel dirigeant.

" Accepter une telle conception du droit de critique,
 " c'est admettre , et nous le faisons , non seulement
 " qu'un camarade honnête peut , en toute bonne foi ,
 " desservir le Parti , et cela nous l'admettons , mais
 " aussi que n'importe quel désagréateur , provocateur
 " ou agent de la police a le droit de se réclamer
 " de la liberté de critique pour accomplir sa sale besogne
 " au sein du Parti.
 " Si nous admettions cela, nous serions incapables de
 " nous servir de l'arme éprouvée que constitue - pour
 " tous les partis marxistes-léninistes - la critique
 " et l'autocritique.
 " La conférence n'a pas réagi à certaines interventions
 " - très peu nombreuses d'ailleurs - qui n'ont rien de
 " commun avec la critique saine et constructive.
 " Il serait injuste d'imputer toute la responsabilité
 " aux seuls délégués.
 " Le C.F. porte , lui aussi , sa part de responsabilité.
 " Il n'a pas agi avec toute la rapidité et toute l'éner-
 " gie voulues à certaines calomnies. Il a, de ce fait ,
 " aggravé l'inquiétude et le malaise au sein de la Confé-
 " rence. "

Nous sommes certains que les communistes bruxel-
 lois sont d'accord avec une telle position de principe sur le droit
 de critique dans le Parti communiste et qu'ils veilleront , dans
 l'intérêt du Parti , que cela soit mieux respecté à l'avenir.

Des camarades ont mal interprété les remarques
 qui ont été faites au sujet de la qualité des délégués présents
 à la Conférence. Nous avons toujours été convaincus que les délè-
 gués ont été élus dans les organismes de base, que la grande ma-
 jorité de ceux-ci sont parmi les meilleurs et les plus dévoués
 activistes de la fédération bruxelloise. Nous avons cependant
 pour devoir de reprocher au C.F. de ne pas avoir veillé à ce que
 tous les délégués soient élus en fonction de l'activité qu'ils
 ont déployée au cours des derniers mois, voir des dernières
 années. Il est apparu que quelques uns l'ont été en fonction
 du discours qu'ils ont prononcé à la cellule le jour où il s'
 agissait d'élire les délégués à la conférence.

Nous tenons enfin à faire les remarques suivantes
 concernant la question de confiance. Il va de soi que les repré-
 sentants du B.P. n'ont jamais pu exiger un vote de confiance sans
 conditions. Cela n'a pas de sens, surtout dans un Parti communiste.
 Mais il serait tout aussi inconcevable qu'après le remaniement
 du B.P. et du Secrétariat national par le C.C. de mai 1954, nous
 ne combattions pas les opinions de ceux qui voulaient en fait,
 renverser cette décision ; que nous ne demandions pas la confiance
 aux décisions du C.C. et à ses organes d'exécution, pour diriger
 la politique du Parti et préparer le Congrès National.

Cette confiance raisonnée à la direction du
 Parti est d'ailleurs maintenant approuvée , soit à l'unanimité

soit par l'écrasante majorité dans les conférences fédérales qui se sont tenues dans le pays.

S'il se trouve encore certains camarades qui ne sont pas convaincus de la nécessité du respect des décisions du C.C. de mai, confirmé par celui de juillet, il faut les en convaincre.

Nous comptons sur tous les communistes de la fédération bruxelloise et sur le C.F. pour aider le Parti dans ce sens.

Nous sommes certains, chers Camarades, que la fédération bruxelloise saura surmonter les difficultés qu'elle connaît et qu'avec tous les communistes de Belgique, elle oeuvrera à réaliser et à concrétiser dans l'action et dans la vie des sections et cellules, l'orientation politique donnée par les travaux des deux dernières sessions du Comité Central.

Votre Comité fédéral qui a, très justement, déclaré que le défaut essentiel de la Conférence fédérale et de sa résolution c'est l'absence de perspectives politiques et de travail, se doit maintenant d'oeuvrer, avec le concours de toutes les sections et cellules, à conquérir pour notre Parti, la confiance renforcée des travailleurs et travailleuses de l'agglomération bruxelloise.

Recevez, chers Camarades, nos salutations très fraternelles.

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique.

Réunion du Bureau Politique
du 7 août 1954

Présents : Burnelle, De Coninck, G. Glineur, S. Herssens, Lalmand, Froment, Van den Boom, Van den Branden, Van Hoorick, Van Moerkerke.

Présidence : Burnelle.

Divers

1. Les problèmes de l'Assurance Maladie-Invalidité

Lalmand - communique une demande d'entrevue du groupe de médecins de La Hestre-Bruxelles au sujet de la réforme de l'A.M.I., projets Troclet.

Le B.P. délègue Lalmand, Glineur et Burnelle pour cette entrevue fixée à ce 7 août à 17 heures.

Burnelle - intervient sur le fond de la question et estime que nous devons préciser nos positions actuelles. Notre proposition pour un service national santé n'est qu'une perspective lointaine. On ne doit pas se borner au problème des médecins mais mettre aussi en avant celui des produits pharmaceutiques. Notre campagne actuelle est mauvaise, elle déçoit les travailleurs.

Lalmand - il ne faut pas exagérer cette "déception". La campagne menée présente certes des défauts : limitation aux soins médicaux, aspect très technique de notre prop. de loi, manque de réaction devant l'indignation de Troclet sur la question de nationalisation, insuffisance de popularisation des réalisations soviétiques. Je pense néanmoins qu'on ne s'est pas trompé en estimant que les projets Troclet apportaient une amélioration dans le domaine des frais médicaux.

Van den Boom - la campagne amorcée manque de précision. Il faudrait dire que rien de sérieux ne peut être fait sans le retrait des arrêtés Van den Daele. Ne pas se laisser enfermer dans la polémique Troclet-Médecins. Il faudrait élargir le débat à la question des produits pharmaceutiques.

Lalmand - On en a parlé. Mais il est certain qu'on manque de précision. Il annonce qu'il a adressé à ce sujet une lettre au 1er Ministre - le D.R. la publiera lundi.

G. Glineur - les projets visent à résorber le déficit des mutualités. Le problème est "Qui va payer?", souligne aussi l'importance de la menace des arrêtés Van den Daele.

Van Hoorick - regrette qu'on ait visé plus les médecins que le budget de guerre.

Van den Boom - attention, en ne posant que le problème des frais médicaux, on fait durer le débat. Il faut souligner aussi l'importance des sommes payées par les travailleurs.

DECISION : Sur la base des entretiens avec médecins, un rapport sera soumis aux membres du B.P. et le problème éventuellement inscrit à l'ordre du jour d'un prochain B.P.

2. Communications de la C.C.P.

La camarade Mariette Thonet fait alors rapport, au nom de la C.C.P., de différents cas soumis à la commission.

- 1.- La section d'Evere demande publication de l'avis d'exclusion de De Keyser Pierre.

Approuvé - le texte de l'avis sera mis au point par le secrétariat.

- 2.- Demande de réadmission de Wims d'Anderlecht.

Décision - Revoir la section d'Anderlecht avant d'émettre un avis définitif.

- 3.- Attitude de la direction de la délégation au Festival de Bucarest.

le rapport de la C.C.P. est approuvé.

3. Lettre d'^{Hilaire}~~Karl~~ Carlier.

Lalmand donne communication d'une lettre d'Hilaire Carlier demandant à être déchargé de ses fonctions de membre du C.C.

Décision - Renvoi à la C.C.P.

4.- XIe Congrès.

Van Hoorick donne connaissance de la consultation des membres du C.C. sur la date et le lieu de notre XIe Congrès.

26 camarades sur 50 ont répondu : 4 se prononcent pour le maintien des 11-12 - 13 et 14 novembre à Bruxelles; 22 pour la remise dont 13 en faveur des 9-10-11-12 décembre à Vilvorde - 9 pour Bruxelles en janvier.

Décision - Le Congrès aura lieu les 9-10-11-12 décembre à Vilvorde en la salle du "Lion Blanc".

x^x
x^x

Les propositions faites pour l'organisation du Congrès sont alors examinées et approuvées ainsi :

- 1) Mise au point des thèses par le C.C. d'octobre (15)
- 2) Désignation des délégués :
 - a) Pour le Congrès National, désigné par les congrès fédéraux à raison de 1 délégué par 100 membres et 3 délégués au moins par fédération.

- b) Pour les congrès fédéraux 1 délégué par 25 membres et 2 au moins par section.
- c) Les membres du C.C. doivent être élus par les Congrès fédéraux pour être délégué avec voix délibérative. Les camarades ainsi élus s'ajouteront aux nombres de délégués établis selon le critère fixé plus haut.
- d) Des invitations seront adressées aux Partis Frères.
- e) La désignation de la commission technique d'organisation du Congrès est remise à un prochain secrétariat.
- f) La commission d'organisation fera des propositions sur le déroulement du Congrès.
- g) Une seule commission sera désignée pour jouer le rôle de "Commission des Mandats" et de "Commission de dépouillement".
- h) Fonctionnement de la commission politique et du Congrès. Il est décidé que la mise au point des thèses sur la base des amendements présentés en séance plénière sera confiée à la Commission Politique qui fera rapport au Congrès et lui soumettra un texte définitif sur lequel le Congrès se prononcera.
- i) Lalmand fera rapport au prochain B.P. sur propositions d'ordre du jour et contenu du rapport.

5.- Prochain B.P. - Fixé au vendredi 13 août à 9 h.30.

6.- Problème paysan - Sera discuté au B.P. du 27 août.

7.- Proposition de soumettre aux fédérations un projet de tract sur le problème allemand etc... à sortir à l'occasion de la commémoration de la libération.

Rapport sur le problème de la jeunesse et les tâches du Parti dans ce domaine.

Participent au débat en tant qu'invités : Verdoodt (rapporteur), Wolstijn et Marianne Montfort.

Verdoodt - intervient au début pour soulever un problème tombant à la J.P. : la difficulté que cette organisation peut avoir à grouper des jeunes de toutes opinions en maintenant sa ligne ~~politique~~ actuelle. Quant au programme immédiat de la J.P., il signale qu'actuellement on y met l'accent sur : Défense de l'école publique - Gratuité du matériel et système mi-temps surtout pour les élèves des écoles professionnelles. Initiative pour une conférence de la jeunesse contre la C.E.D. - compte-~~rendu~~ rendu des délégations en démocraties populaires et en U.R.S.S.

Discussion

Moulin - soulève la question de la conception de la J.P. Il rappelle que la carte J.P. porte une adhésion explicite au marxisme-léninisme. Est-ce bien nécessaire. Il insiste ensuite sur l'importance de la jeunesse rurale. Il y aurait intérêt à une collaboration plus étroite à ce sujet avec les cdes du M.D.P. Quelles sont les revendications de la jeunesse rurale et sa situation ?

1) C'est à la campagne que la jeunesse est le plus sous la coupe des org. religieuses. (J. du Boerenbond - de l'Alliance agricole). Ces organisations ont de grands moyens.

2) Revendications ?

- éducation - enseignement et écoles souvent pitoyables au village
- difficile d'accéder à l'enseignement technique
- moyens de transport difficiles
- possibilité d'installation des jeunes ménages ruraux (demander un "Fonds d'installation").

Il propose de remplacer Moulin par Dubuisson à la Commission.

Van den Branden - Estime que le rapport exagère l'influence de la propagande américaine dans la jeunesse. Les effets de celle-ci existent mais la jeunesse reste saine et dynamique.

Les défauts de notre travail parmi les jeunes ? Ce sont pour beaucoup des défauts généraux du travail du P. Il n'est pas justes pourtant de dire que toutes les directions fédérales s'en sont moquées.

On constate aussi chez les jeunes, chez les dirigeants J.P. un certain sectarisme.

Toutefois, le rapport aurait dû tenir compte des récentes expériences. On aurait pu y décélérer les signes et les effets d'une meilleure politique unitaire. Certains points de notre programme correspondent à ceux des J.S.

Il y a sous-estimation des possibilités de l'unité par la direction J.P. Il y a aussi un manque de contrôle des actions entreprises. Il faudrait aussi accorder plus d'importance aux activités "extra-politiques".

Une organisation de jeunes filles serait une bonne chose selon l'avis d'une série de parents consultés.

Il faudrait enfin inculquer plus de fierté et de confiance dans la J.P.

Herssens - Le rapport s'il apporte une série de données intéressantes, aide peu quant à la fixation d'une ligne.

Il fallait voir et analyser pourquoi le P. n'a rien fait et les expériences des derniers temps.

Pourquoi les décisions du C.C. de 52 n'ont-elles pas été appliquées ? Parce qu'elles n'ont pas pénétré ni convaincu la base. Parce que l'on a tendance à accaparer tous les jeunes éléments pour un travail général du Parti et enfin parce qu'on manque de fermeté dans la conduite du travail.

Il cite une expérience : Leval et ce qu'elle comporte d'enseignements. Il faut lutter contre la tendance à laisser la J.P. se débrouiller seule et à considérer que c'est elle seule qui doit s'occuper des jeunes.

L'orientation donnée en 52 reste valable. Mais il faut présenter aux organisations de base des solutions simples.
Propose de rappeler aux fédérations d'alerter la base :

- de préciser le programme
- de préciser les méthodes
- d'indiquer que l'essentiel c'est de renforcer la J.P. ou de la constituer.

Il y a des choses à faire immédiatement notamment inclure des jeunes dans les meetings, y repérer les jeunes.

De Coninck - signale qu'on connaît très mal la jeunesse, qu'en général on n'en voit qu'une partie et sous certains aspects d'où l'on tire des conclusions erronées. Il y a une grande différence entre les jeunes de 16 à 20 ans et ceux de plus de 20 ans. Les petites revendications préoccupent moins les 16 à 20 ans qui ont eux en vue plus d'idéal "construire un autre monde". Nous devons en tenir compte pour les accrocher. Le dosage entre la politique et le distrayant ? Ce n'est pas une question : les deux doivent être liés. Tout doit être mis sous un idéal. On doit soulever l'espoir des jeunes.

Pour ce qui concerne les étudiants, il estime juste de charger les fédérations du travail avec une coordination au sommet.

Van Hoorick - est d'accord avec ce qu'a dit Herssens. Si le Parti n'a pas fait ce qu'on en attendait, c'est qu'il a rencontré de grosses difficultés en général. Mais il fallait voir les bonnes exceptions et les analyser.

Nous ne devons pas attendre de "connaître" d'abord la jeunesse pour nous en occuper : ce serait le bon moyen de ne jamais la connaître. Il faut l'aborder, il faut faire quelque chose avec elle et ~~arriver~~ arriver à la connaître.

- D'accord pour organisation séparée des jeunes filles
- Insiste pour que notre propagande s'adresse plus et directement aux jeunes
- Propose de préparer une brochure spéciale pour les jeunes
- S'efforcer d'avoir beaucoup de délégués jeunes au Congrès.

G. Glineur - estime lui aussi que certains passages du rapport sont excessifs. Le rapport manque de précision sur l'orientation générale. On a été trop radical dans le remplacement des activités culturelles et sportives par des revendications. Il faut rechercher d'autres méthodes. (Exple: Couillet). Propose l'étude de la "Constitution de centres de délassements" dans les communes.

E. Burnelle - attention ont dit d'une part que l'orientation de mars 52 était bonne mais ensuite le rapport semble s'en éloigner. On reste trop vague. Il ne faut plus de plans irréalisables. Or on ne sait pas pour l'instant quel est le thème essentiel dans le travail jeunes.

Van den Boom - a l'impression que le rapport a été fait par des "vieux". Tendance marquée et fausse au pessimisme et à la généralisation d'exceptions.

Il faut aussi éviter les comparaisons simplistes entre le passé et le présent .

Le rapport accorde une importance trop grande aux étudiants . L'essentiel pour nous reste la jeunesse ouvrière .

Où la trouver-tu ? Là où le Parti doit travailler, au quartier, à l'entreprise .

Il y a chez certains de nos jeunes parfois une certaine crainte de contact avec d'autres organisations, car ils craignent de perdre pied . Cette tendance est très dangereuse .

Il nous faut trouver des revendications qui peuvent unir tous les jeunes : pensons au problème du service militaire, aux traditionnelles revendications sur l'armée .

Lalmand : Le rapport est personnel . On aurait dû analyser l'expérience de l'application des décisions du C.C. de 1952.

Verdoodt juge beaucoup trop sévèrement la jeunesse. Comment voir juste si on ne tient pas compte de toutes les particularités de la jeunesse et des possibilités qu'elles présentent; si l'on néglige l'enthousiasme propre aux jeunes, leurs besoins de se dépenser, on se trouve privé des perspectives. Or la jeunesse est restée la jeunesse. Il n'y a pas comme certains ont tendance à l'estimer, de contradiction entre l'engouement pour le sport et les activités culturelles d'une part, et l'intérêt politique d'autre part .

Attention aussi à donner à la jeunesse estudiantine un brevet de supériorité . Ce n'est pas juste. Quand les jeunes ouvriers ont l'occasion de se grouper, ils savent s'intéresser et se mobiliser sur des objectifs politiques .

Présentons-leur la politique sous des formes concrètes et nous les verrons s'enthousiasmer .

Nous avons eu tort de confier le rapport à Verdoodt, car c'était au fond le condamner à rechercher la solution dans une vieille voie, dans la mauvaise voie uniquement par le canal de la J.P. Il y a un tournant à effectuer .

Il faut que notre A.P. recherche les moyens de s'adresser aux jeunes, d'organiser des meetings du Parti pour les jeunes .

Il faut aussi tenir compte que la jeunesse comporte de multiples catégories avec des centres d'intérêts différents .

Il faut accrocher les revendications des jeunes au travail, des jeunes chômeurs, des apprentis, des jeunes à l'armée, des étudiants, de ceux des écoles professionnelles, les jeunes filles, les dizaines de milliers de jeunes qui sont dans la rue et dont le rapport ne parle pas .

Et les moins de 16 ans ?

X X X

Le problème de l'action parmi les jeunes se pose lui aussi à l'échelon de la section et de la cellule .

4.

Les sections ou cellules doivent s'accrocher aux casernes, aux écoles professionnelles, les bureaux de pointage .

Il y a aussi pour le Parti la nécessité d'avoir dans ses rangs des militants jeunes capables de prendre plus aisément le contact avec les jeunes et de travailler parmi eux . Pour ces militants jeunes du Parti qui devraient être aussi J.P., il faudra trouver un système de travail qui éviterait de susciter une concurrence dans le travail parmi les jeunes .

Education ? - Pas de cours spéciaux pour les jeunes. Mais on doit envisager des conférences éducatives ouvertes à tous les jeunes, sur des thèmes spéciaux .

Le rôle de la J.P. ?

On ne peut mettre en question le fait que la J.P. est une organisation politique qui se donne pour but d'éduquer la jeunesse dans l'esprit du marxisme-léninisme .

- Il faut aussi se rendre compte qu'on ne fait pas l'unité autour du néant . Il faut consolider ce que nous avons .

- Dans le passé on n'a pas accordé l'importance voulue aux délassements, à l'éducation . Ces questions ne s'opposent pas au travail politique, au contraire: il faut savoir donner un caractère attrayant à toutes nos activités .

Le camarade Lalmand cite l'exemple des pionniers où l'on est en train de former des militants qui apprennent à donner un contenu politique, un esprit de corps, des formes attrayantes et adaptées aux enfants à des activités multiples .

- Lalmand reproche au rapport le manque complet d'autocritique de la part des dirigeants jeunes . Le rapport a tendance à rejeter toutes les responsabilités sur le Parti ou sur la jeunesse.

- Lalmand estime que la J.P. devrait comme on le lui a conseillé, limiter son activité actuelle à certains secteurs.

- Quant au Parti, il doit réaliser

- rubrique dans sa presse
- meetings et conférences pour les jeunes
- consulter les jeunes communistes avant le congrès dans des assemblées tenues
- après le Congrès, désigner au sein du B.P. ou, du moins du C.C. un responsable pour le travail parmi les jeunes .
- il faut présenter plus concrètement les propositions pour l'organisation des jeunes filles .
- propose qu'en Octobre un B.P. rediscute le problème Jeunes en prévision du Congrès .
- Edition d'une brochure "Jeunes" d'ici quelques temps .

Bob Wolstijn :

estime qu'il y a des exemples montrant ~~un~~ l'effort du Parti pour s'occuper des jeunes .

Souligne l'importance de l'argumentation .

Condamne les fautes sectaires des derniers temps .

Met en garde contre les activités "artificielles" et la recherche du spectaculaire à tout prix .

X X X

Sur proposition de Van Hoorick, il est décidé de charger la commission " jeunes" d'élaborer un document court qui, après approbation du B.P., servira de base à la consultation des jeunes de base .

Verdoodt:

reprend la parole pour reconnaître les faiblesses du rapport et les erreurs .

Il estime toutefois que la question est loin d'être claire encore pour la plupart des camarades. La discussion sur la nécessité d'avoir un document pour aller poser le problème à la base, le révèle .

En fin de séance, le B.P. approuve la composition suivante de la

Commission pour le travail parmi la jeunesse:

Verdoodt
Dubuisson
Wolstijn
Vandenboom
Lavachery
Mullier .

LE PARTI ET LE PROBLEME DES JEUNES

(R. VERDOODT)

Le C.C. des 15 et 16 mars 1952 a traité ce problème d'une façon très approfondie et a pris, à mon avis, une série de décisions justes que nous retrouvons dans le rapport du cde Lalmand.

Depuis lors, comme dans d'autres domaines dans le Parti, dans le domaine de la jeunesse qui a une extrême importance pour le Parti, nous n'avons pas progressé. Au contraire.

Cela signifie que nous n'avons pas réussi à réaliser les décisions prises par le C.C.

Quelles en sont les raisons ?

1°) Je crois que la raison essentielle réside dans la politique éronnée que nous avons menée en général et qui n'a été ni comprise, ni acceptée même pas par les adultes, ayant une plus grande conscience de classe et du développement politique.

2°) - le problème des jeunes est certainement un des problèmes les plus compliqués et les plus difficiles qui se posent devant nous ;

3°) - nous n'avons pas réussi à convaincre tout le Parti - à tous les échelons - de la nécessité qu'il y a de s'occuper constamment de ce problème, ce qui nous a empêché de contrôler la justesse des décisions du C.C. dans la pratique et de déterminer une politique juste pour les Jeunes.

En général, le Parti a agi comme si le travail parmi les jeunes était le seul domaine de la J.P., mais, en même temps, il s'est soucié très peu ou pas du tout de la J.P. en tant qu'organisation. (Ici exception doit être faite pour l'échelon supérieur - direction nationale du Parti et J2P.)

Cette façon d'agir a eu des conséquences néfastes pour tous les deux.

L'âge moyen des membres du Parti s'est élevé d'une façon inquiétante avec toutes les conséquences que nous connaissons tous. La J.P. ne compte plus que quelques 800 membres organisés dans quelques sections du pays.

Il est grand temps que le problème soit mis à l'ordre du jour dans tout le Parti et que ce problème soit pris en main comme une des tâches essentielles du Parti.

Dans son rapport présenté au XIIIe Congrès du P.C.F., le cde Billoux déclarait :

" Avoir à ses côtés la jeunesse a toujours été une tâche politique
 " de premier plan pour la classe ouvrière, pour le Parti communiste.
 " Cette nécessité prend un caractère exceptionnel dans les conditions
 " présentes. C'est une question décisive pour le sort de la France. "
 " J'estime que ~~ce~~ est vrai également pour la Belgique et que,
 pour cela, nous ne devons épargner aucun effort pour convaincre tous les
 communistes, que nous serons incapables de jouer notre rôle historique
 en tant que Parti communiste, si nous ne pouvons pas accomplir cette
 tâche.

I. - SITUATION DE LA JEUNESSE

1°) Recensement civil

Selon les statistiques officielles, il y avait, fin 1947, dans notre pays : 679.582 jeunes de 20 à 25 ans

dont 347.830 hommes

331.752 femmes

De ce nombre : 420.351 étaient actifs

285.991 hommes

134.340 femmes

Il y en avait :

259.851 hommes non-actifs

61.839 hommes

197.412 femmes

A ce moment on comptait : 650.555 jeunes de 15 à 20 ans

dont 327.661 Hommes

322.894 femmes

De ce nombre : 353.722 étaient actifs

218.771 hommes

134.951 femmes

Il y en avait :

296.833 non-actifs

dont 108.830 Hommes

187.943 femmes

Sont considérés comme actifs tous ceux qui - d'une façon ou d'une autre - sont occupés au travail, aussi bien dans le commerce que dans les Musées, domaine royal et dans la production (y compris les patrons).

Le service statistique les répartit sur 50 branches différentes. Ci-dessous, je donne le chiffre de quelques branches essentielles. Sont compris dans les non-actifs : les étudiants, les ménagères, les invalides, etc.

Je ne pense pas qu'au cours des 7 dernières années, ces chiffres aient subi une telle modification pour ne pas nous permettre de nous baser sur eux, plus ou moins.

2°) Où se trouve la jeunesse ?

Voici les chiffres pour les branches essentielles de notre économie

Branches industrielles	15/20 ans	H.	F.	20/25 ans	H.	F.
<u>Agriculture et bétail</u>	45.348	34.424	10.924	44.714	33.785	10.925
<u>Mines minières minéraux</u>	8.694	8.489	205	27.734	27.335	349
<u>Alimentation</u>	17.458	12.460	4.998	14.387	10.337	4.050
<u>Bois</u>	11.169	10.273	896	8.954	8.064	890
<u>Textile</u>	40.171	16.448	23.723	22.741	12.698	27.043
<u>Confection</u>	33.466	7.893	25.573	23.108	6.353	16.755
<u>Métallurgie (principale)</u>	60.738	60.523	10.215	65.227	55.208	10.019
<u>Bâtiment</u>	15.522	15.170	352	18.420	18.008	472
<u>Transport</u>	7.545	6.846	699	21.414	19.978	1.436
<u>P.T.T.</u>	5.527	4.523	1.004	6.103	4.960	1.143
<u>Commerce</u>	24.133	11.263	12.870	35.341	19.321	16.020
<u>Personnel de maison</u>	14.455	218	14.237	12.479	393	12.086
<u>Services public</u>	--	--	--	19.245 10.326	13.562	5.683
<u>Enseignement</u>		insignifiant			3.208	7.118

Quelques remarques complémentaires au sujet de ces chiffres :

a) Dans l'ensemble (pour les 59 branches) sont compris 28.759 patrons
(H et F)

b) Employés : dans toutes les branches ensemble :

15/20 ans 46.751 - 21.842 H. - 24.909 F.

20/25 ans 100.916 - 57.877 H. - 43.039 F.

c) Dans le textile, l'élément féminin est prédominant et s'élève à 130 % au dessus de 20 ans.

Dans la confection même aspect avec un prorata de 350 % de 15/20 ans et 260 % de 20/25 ans.

Beaucoup plus de jeunes de moins de 20 ans que plus de 20 ans travaillent dans ces deux branches.

Ce sont d'ailleurs les branches (de la production) où la jeunesse est exploitée de la façon la plus massive et la plus brutale.

Chômeurs

Je ne suis pas parvenu à obtenir des données exactes quant à la situation d'après mais 1953 :

Voici les chiffres principaux aux 15 mai 1953. Sur 173.435 chômeurs complets il y a :

9.570 jeunes - 20 ans 5.404 H. - 4.166 F.

23.017 " 20/25 ans 9.764 H. - 13.253 F.

Les secteurs les plus touchés :

Textile : 3020 jeunes filles - 25 ans

2036 " gens " "

Confection 3893 " filles " "

482 " gens " "

Manoeuvres 2415 " filles " "

2835 " gens " "

<u>Par région</u>	<u>- 20 ans</u>		<u>- 25 ans</u>	
	H.	F.	H.	F.
Anvers	1258	1086	2.367	1511
Fl. Occ.	1216	1086	1.871	2573
Fl. Or.	1105	792	2.098	2313
Brabant	585	414	1.183	1637
Hainaut	442	357	911	791
Liège	319	160	500	377
Limbourg	345	170	655	537

Les branches les plus touchées sont certainement : le textile, la confection, la chaussure et plus particulièrement les jeunes qui ne connaissent pas ou insuffisamment une profession.

Armée:

Le contingent d'armée " normal " s'élève actuellement à 180.000 hommes.

Ecoles professionnelles, cours 1952/53

	<u>Ecoles jour</u>	<u>Enseignement officiel</u>	
Ecoles techn. et profession.	32.068	19.387 H.	12.681 F.
Ecoles commerciales	5.323	1.962 H.	3.361 F.
Ecoles agricoles et agricult.	2.329	1.783 H.	546 F.
Ecoles du soir	65.279	42.651 H.	22.628 F.

	<u>Ecoles du jour</u>	<u>Enseignement libre</u>	
Ecoles techn. et profession.	69.927	32.454 H.	37.473 F.
Ecoles commerciales	12.097	4.602 H.	7.495 F.
Ecoles agricoles et agricult.	8.959	2.551 H.	6.408 F.
Ecoles du soir et du dimanche	33.645	20.033 H.	13.612 F.

Le nombre d'élèves pour l'enseignement technique et agricole a baissé de : 253.753 en 1951/52 à 250.416 en 52/53

dans les écoles du jour, du soir et du dimanche.

Tandis que, pratiquement, dans toutes les branches le nombre d'élèves augmentait, le nombre d'élèves baissait dans la confection de 4.500 élèves,

dans le bâtiment de 450, dans le textile de 432 et dans le commerce de 1.430.

Ce sont justement ces branches qui sont frappées le plus par le chômage.

Fluctuations du nombre d'élèves depuis 1949 (enseignement officiel)

1949/50	99.968	1951/52	103.645
50/51	104.662	52/53	107.555

Enseignement libre

49/50	164.356	51/52	134.135
50/51	135.350	52/53	131.861

Tandis que l'enseignement officiel augmentait, l'enseignement libre baissait.

Remarque particulière : il est très important de comparer les chiffres de l'enseignement officiel et libre.

Enseignement supérieur

Nombre d'étudiants au total (toutes les universités et tous les instituts ensemble)

1952/53 - 18.234 H - 3.710 F. = total 21.944

Ces chiffres également n'ont cessé de croître au cours de ces dernières années :

1936/38	11.687	1949/50	20.036
47/48	18.345	50/51	20.727
48/49	19.161	51/52	21.294

Enseignement officiel, préparatoire et moyen

1948/49	89.920	56.158	H.	33.762	F.	46.778	fr.	43142	F1
49/50	100.244	62.117	H.	38.127	F.	51.393	"	48851	"
50/51	107.413	66.165	H.	41.248	F.	55.061	"	52352	"
51/52	111.383	67.868	H.	43.515	F.	57.093	"	54290	"
52/53	117.518	70.725	H.	46.593	F.	61.336	"	55982	"

Enseignement libre :

50/51	67.093	51/52	71.368	52/53	74.524
-------	--------	-------	--------	-------	--------

Enseignement des Arts

1936/38	25.686	1950/51	29.302
1949/50	30.610	1951/52	29.286
1952/53 : 30.216			

Académies des Beaux-Arts et Ecoles pour Dessin

1950/51	9.560	1952/53	9.171
1951/52	9.927		

Budget Ministère Enseignement Public

1949	: 4.843.930.000 frs	1951	6.624.597.200 frs
1950	: 5.835.627.700 "	1952	7.548.363.000 "

3°) Quelques conclusions intéressantes sont à tirer de ces divers chiffres.

Tout d'abord, je veux dire au B.P. qu'il ne m'a pas été possible de faire une analyse approfondie de ces statistiques. Je suis donc obligé de me limiter à l'analyse de ce qui ressort de ces chiffres comme étant le plus important et le plus flagrant.

1/ Enseignement général (Préparatoire - moyen)

Une partie très importante de la jeunesse suit l'enseignement préparatoire et moyen , environ 200.000 élèves, y compris ceux qui suivent les cours des Ecoles Normales (ces derniers ne figurent pas dans les statistiques).

Leur nombre augmente chaque année.

Cependant , une minorité de ces étudiants sont des fils et filles du prolétariat, qui ont des difficultés à faire les dépenses nécessaires pour le matériel didactique qu'ils doivent acheter eux-mêmes.

D'autrepart, les enfants d'ouvriers ordinaires, doivent aller la plupart du temps à l'usine à l'âge de 14/15 ans, afin d'améliorer les ressources du ménage, de telle façon que , dans le meilleur des cas, ils ont

une petite chance de pouvoir suivre l'école du soir ou du dimanche.

Dans notre société moderne actuelle, l'enseignement jusqu'à 14 ans (4e degré primaire) ne suffit plus.

Des études supérieures s'imposent.

Afin d'y arriver, il est grand temps d'imposer l'obligation scolaire à 16 ans et de mettre le matériel didactique gratuitement à la disposition des élèves.

Quoique la mainmise de l'Eglise (par la voie de l'enseignement libre) ne se fait pas sentir dans la même mesure que dans l'enseignement froebelien et primaire, le nombre d'élèves de l'enseignement libre s'élève néanmoins encore à environ 40 %.

Le développement et la modernisation du nombre d'écoles de l'Etat, plus la fourniture des livres d'étude entraînerait automatiquement plus d'élèves à l'enseignement officiel, sans pour cela donner des arguments au PSC pour sa lutte scolaire et " l'âme de l'enfant ".

2/ Enseignement supérieur.

Reste le xp privilège d'une élite limitée. 21.394 étudiants parmi lesquels se trouvent seulement 5 % d'enfants d'ouvriers et 3 % d'enfants de paysans. La majorité des étudiants sont eux-mêmes des enfants d'intellectuels ou de capitalistes.

Cela n'a rien d'étonnant lorsqu'on sait qu'une année d'étude coûte de 30.000 à 50.000 francs (logement y compris) et que les bourses d'études et les prêts de l'Etat sont insuffisants pour couvrir ces frais.

De plus, il y a manque de logements et de restaurants à bon marché liés aux instituts d'enseignement supérieur.

Aussi bien pour l'enseignement supérieur que partiellement pour l'enseignement moyen, la question du " pré-salaire " se pose, plus l'amélioration pour l'enseignement supérieur du système des bourses d'études et de l'internat.

Environ 40.000 élèves.

Nombre insignifiant sur 1.250.000 jeunes âgés de moins de 25 ans. De plus, on constate que dans ce secteur le nombre d'élèves n'augmente pas, mais qu'il y a stagnation.

Ceci démontre clairement le fait brutal que, dans notre pays, l'art est très peu encouragé et que cette partie de l'enseignement est également pratiquement inaccessible aux enfants d'ouvriers.

XV. 4/ Enseignement professionnel

Ce problème ainsi que la question de l'enseignement moyen et supérieur sont d'une grande importance pour notre Parti, parce qu'ils sont liés directement à la vie, au développement et au progrès de la classe ouvrière et de l'économie du pays. L'élévation du niveau intellectuel de notre classe ouvrière et l'augmentation de ses capacités professionnelles détermineront, dans une large mesure, le développement social de notre pays.

En effet, plus ~~xxx~~ l'ouvrier est qualifié, plus il se sent indépendant du patron qui a " besoin " de lui, plus il est conscient de sa force dans la lutte contre ce patron, plus il devient exigeant.

A fur et à mesure que l'ouvrier est mieux développé intellectuellement, mieux il comprend les problèmes politiques, mieux il se rend compte de la nécessité de la lutte de classe et mieux il prend conscience que la classe laborieuse est capable de construire son propre avenir sans capitalistes.

Si nous consultons nos statistiques, nous constatons qu'environ 110.000 élèves suivent les cours du jour d'écoles professionnelles. C'est un peu plus que la moitié du nombre d'élèves de l'enseignement moyen et pas encore le tiers de la jeunesse inactive entre 15/20 ans. Ajoutons à cela environ 80.000 élèves des écoles du soir et du dimanche, nous consta

constatons immédiatement qu'il y a une carence sérieuse d'éducation professionnelle pour fournir à une économie moderne les forces ouvrières qualifiées nécessaires.

En outre, le système des cours du soir et du dimanche après le travail quotidien est néfaste pour le développement physique et moral des jeunes qui ne disposent plus du temps nécessaire pour les loisirs et repos indispensables.

L'éducation professionnelle est également loin d'être gratuite.

Evidemment, les frais dépendent dans une très large mesure du genre de cours suivis. Toutefois, ici aussi, l'achat de livres ou de matériel technique coputeux s'avère nécessaire dans la plupart des cas.

Ainsi p.e. les jeunes filles des écoles de coupe et de couture doivent acheter elles-mêmes l'étoffe pour apprendre à confectionner des vêtements.

Les écoles professionnelles mêmes ne sont pas toujours pourvues du matériel technique le plus moderne et les cours ne sont pas toujours basés sur la mécanique ou inventions les plus récentes et les plus modernes. Le manque d'éducation professionnelle a comme conséquence que des milliers de jeunes doivent exécuter le lourd travail de manoeuvres adultes, à des salaires trop bas, qu'ils errent d'une entreprise à l'autre sans grand espoir en l'avenir.

La plupart des jeunes chômeurs sont des non-qualifiés.

D'autre part, le non-équilibre du nombre d'élèves de l'enseignement moyen (en vue de la profession d'employés qualifiés ou autres professions administratives) et le nombre d'élèves des écoles professionnelles, constitue un danger pour l'avenir.

Il est indispensable que, dans notre pays, comme cela se fait dans certains autres pays, on pratique une orientation professionnelle dès l'enfance au début de l'enseignement primaire. Que l'éducation professionnelle soit développée et encouragée (gratuitement). Que l'on installe le système " half-time " avec paiement du salaire complet.

Contrat d'apprentissage.

C'est bien là le système le plus scandaleux de tout ce qu'on peut avoir dit des élèves dans leur ensemble.

Un contrat est conclu entre patron et apprenti (en général des petites entreprises) pour une durée de 1 - 2 ou 3 ans, selon la qualification professionnelle déjà acquise par l'apprenti.

Les deux parties s'engagent à observer certaines obligations. Le patron n'est pas obligé de payer son apprenti, d'où il découle que c'est rarement ou pas du tout que l'apprenti est payé.

Beaucoup de patrons emploient leurs apprentis pour leur faire faire des travaux de toutes sortes au lieu de leur apprendre le métier, parfois ils doivent même ~~travailler très durs~~ faire un travail très lourd et très sale (parfois faire le ménage de la femme).

Il est résulté d'une enquête menée par la JOC en 1949, les résultats assez importants suivants :

Situation

En 1949, 7.334 contrats d'apprentissage ont été conclus. Nous n'allons pas ici discuter en détail les obligations et les droits des apprentis et des patrons (voir notes ci-dessous). Nous nous limitons à quelques chiffres et faits qui démontrent la situation.

Sur 158 enquêtes, les réponses suivantes nous sont parvenues :

1) Etes-vous contents de l'apprentissage de votre profession ?

84 - Oui

74 - Non

2) Y a-t-il eu contrôle au cours de la durée du contrat ?

2 Oui

156 - Non

3) Devez-vous en dehors de l'apprentissage de votre profession faire d'autres travaux qui n'ont absolument rien à voir avec votre métier ?

120 - Oui 2 sans réponse 36 Non

4) Avez-vous l'intention de rester au service de votre patron après votre contrat ?

99 - Oui 12 sans réponse 46 Non

Quelques faits (Brochure " Le Congrès Syndical de la Jeunesse " 25.2.51 J.O.C.)

Chez un boulanger à B.. travaillait un apprenti avec contrat. Son apprentissage était d'une durée de 3 ans. Durant tout ce temps, il n'a rien fait d'autre que de livrer du pain. Après 3 ans il a été licencié est actuellement il travaille au téléphone à A..

Un apprenti ébéniste à S.. n'a rien fait d'autre que des commissions, jouer à la bonne d'enfants, nettoyer et mettre l'atelier en ordre. Après sa 2e année il pouvait coller et recurer le bois. Il travaillait parfois 60 heures par semaine et, de plus, suivait les cours de l'école du soir. Son salaire se montait à 60 frs pour toute une semaine. Quand le patron fut obligé - après 3 ans d'apprentissage - de payer à l'apprenti son salaire plein et de le mettre en ordre avec la sécurité sociale, l'apprenti fut licencié et remplacé par un autre.

Ces situations - quoique très nombreuses et très bien connues - sont insuffisamment contrôlées par les secrétariats d'apprentissage et l'inspection du travail. (Le patron n'est d'ailleurs pas punissable).

Une modification ~~n'impose~~ de cette législation s'impose.

1) Défense de faire exécuter n'importe quel autre travail que celui indispensable pour apprendre le métier.

2) *Extension et contrôle plus strict et sanction contre le patron*
~~développement d'un salaire normal à l'apprenti~~

3) paiement d'un salaire normal à l'apprenti.